



RAPPORT

du

TRIBUNAL CANTONAL

de l'Etat de Fribourg

sur l'administration de la justice
pour l'exercice

2004

RECHENSCHAFTSBERICHT

des

KANTONSGERICHTES

des Staates Freiburg

über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden
im Jahre

2004

SOMMAIRE / INHALTSÜBERSICHT

	page / Seite
• Partie générale	5 ss
• Allgemeiner Teil	25 ff.
• Partie statistique / Statistischer Teil	
A. Tribunal cantonal / Kantonsgericht	47 ss / 47 ff.
B. Ministère public / Staatsanwaltschaft	83 / 83
C. Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte	84 ss / 84 ff.
D. Juges d'instruction / Untersuchungsrichter	104 ss / 104 ff.
E. Justices de Paix / Friedensgerichte	107 ss / 107 ff.
F. Chambre pénale des mineurs / Jugendstrafkammer	111 ss / 111 ff.
G. Préfectures / Oberämter	119 ss / 119 ff.
• Règlements, circulaires, directives et recommandations / Reglemente, Rundschreiben, Richtlinien und Empfehlungen	122 ss / 122 ff.

AU GRAND CONSEIL

du canton de Fribourg

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux art. 64 de la Constitution du canton de Fribourg du 7 mai 1857, 147 al. 2 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 et 94 de la loi d'organisation judiciaire du 22 novembre 1949, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport annuel sur l'administration de la justice dans le canton.

1. Considérations générales

1.1. *Nouvelle Constitution*

La nouvelle Constitution cantonale adoptée le 16 mai 2004 offre l'occasion idéale d'entamer une réflexion approfondie sur le pouvoir judiciaire et son organisation.

La fusion des deux tribunaux cantonaux supérieurs est l'illustration la plus marquante de la volonté des constituants de doter le canton d'un pouvoir judiciaire indépendant et fort, apte à répondre aux défis d'une société en mutation. Comme le relevait le Tribunal cantonal dans son rapport sur l'administration de la justice pour l'exercice 2003, cette fusion devrait apporter les synergies souhaitées et favoriser une politique judiciaire cohérente. Elle ne doit pas se limiter à la juxtaposition des deux tribunaux existants, qui n'auraient en commun qu'une bibliothèque, des salles d'audience ou une cafétéria. C'est un nouveau tribunal cantonal, chargé de trancher comme autorité judiciaire cantonale supérieure le contentieux en matière civile, pénale et administrative, que prévoit notre nouvelle charte fondamentale.

Un soin particulier devra être apporté à définir clairement les rôles du Tribunal cantonal et du Conseil de la magistrature afin que soit préservée l'indépendance du juge. Enfin, pour exercer sa tâche primordiale de dire le droit et assurer le bon fonctionnement de la justice, le tribunal cantonal unifié devra être activement associé à l'établissement de son budget.

La nouvelle Constitution ainsi que les grandes réformes législatives fédérales et cantonales en cours (code fédéral de procédure pénale avec la suppression de la fonction de juge d'instruction, code fédéral de procédure civile, révision du droit des tutelles, restructuration des justices de paix) doivent également permettre de revoir notre organisation judiciaire, en particulier celle des tribunaux d'arrondissement, des justices de paix et du Ministère public.

1.2. *Journées de la justice civile*

En collaboration avec les tribunaux d'arrondissement, l'Ordre des avocats fribourgeois et la Chambre des notaires fribourgeois, le Tribunal cantonal a organisé les 15 et 16 octobre 2004 des journées de la justice civile qui ont remporté un grand succès populaire. Fribourg à cette occasion a innové en présentant un procès en accéléré avec la participation d'acteurs, de juges et d'avocats, et en donnant aux visiteurs la possibilité d'interroger les participants. Les élèves de près d'une vingtaine de classes du cycle d'orientation ont également été associés à cette expérience qui s'inscrivait dans le cadre de la journée européenne de la justice civile instaurée en 2003 par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne. Fribourg est le premier canton à avoir répondu à cette initiative européenne.

Cette manifestation a atteint son objectif principal qui était de faire prendre conscience que la justice est, avant tout, un service à la disposition des citoyens pour régler leurs différends privés et faire valoir leurs droits.

1.3. Relations entre les autorités

La rencontre du 4 février 2004 avec la Commission de justice a été essentiellement consacrée à la tenue du procès-verbal en procédure pénale. Si la plupart des juges et des greffiers des tribunaux pénaux d'arrondissement ainsi que les magistrats de la Chambre pénale des mineurs ne sont pas favorables à la dictée systématique du procès-verbal, ni non plus à la dictée sur requête des parties, la majorité du Tribunal cantonal soutient l'obligation faite au président du tribunal de dicter les dépositions faites en procédure. Les avantages et désavantages de chacun des systèmes sont connus. La dictée du procès-verbal, qui est déjà appliquée depuis longtemps en procédure civile (art. 13 al. 1 CPC), permet un contrôle immédiat et d'éviter des contestations ultérieures. Elle aboutit à l'établissement d'un seul document définitif qui peut être immédiatement remis aux parties. La dictée entraîne par contre une certaine perte de spontanéité et de fluidité dans les déclarations que le greffier est chargé de retranscrire dans le système actuel. Elle allongera la durée des séances. Le Grand Conseil a accepté le 14 décembre 2004 une motion allant dans le sens préconisé par la majorité du Tribunal cantonal.

Au chapitre des relations avec les autorités, il convient de relever la réception du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif par le Conseil d'Etat le 29 septembre 2004. En outre, le Tribunal cantonal a été associé à l'Acte officiel du bicentenaire de la gendarmerie et à la prestation de serment des aspirants de l'école de police 2004.

1.4. Consultations et prises de position

Le 14 janvier 2004, une délégation du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif a rencontré le Conseiller d'Etat, Directeur des finances, au sujet du projet de loi relative au traitement et à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux.

La police cantonale tient chaque jour un journal d'information pour relater ses interventions; ce journal révèle l'identité des personnes impliquées. Selon l'ordre de service du 14 mai 2003 du Commandant de la police cantonale, il est distribué aux collaborateurs de la police cantonale sur le plan interne et, sur le plan externe, au Directeur de la sécurité et de la justice, aux préfets, au président de la Chambre pénale du Tribunal cantonal, aux juges d'instruction, aux juges informateurs de la Chambre pénale des mineurs ainsi qu'aux polices cantonales bernoise, genevoise, neuchâteloise, vaudoise et valaisanne, dans le cadre de la coordination judiciaire; le président de la Cour d'appel pénal du Tribunal cantonal, les présidents des tribunaux pénaux d'arrondissement, le Procureur général et le chef du Service de l'exécution des peines le reçoivent également. Consulté sur la diffusion du journal par le Directeur de la sécurité et de la justice, le Tribunal cantonal a exprimé l'avis que celui-ci ne devrait être remis qu'aux autorités de poursuite pénale au sens de l'art. 6 CPP.

Le 17 février 2004, le Tribunal cantonal a émis à l'intention du Service de la justice un préavis favorable à l'exercice à mi-temps de la présidence d'un tribunal d'arrondissement.

Les travaux d'adaptation de la législation cantonale à la nouvelle partie générale du Code pénal ont commencé durant l'année 2004 et le Tribunal cantonal y a été associé par sa participation dès le 5 juillet 2004 à un groupe de travail institué par la Direction de la sécurité et de la justice.

Si tout magistrat jouit en Suisse de la liberté d'adhérer à un parti politique, il se doit de renoncer à toute manifestation de militantisme incompatible avec l'image d'impartialité qu'il doit offrir au sein de la société. Dans ce sens, le Tribunal cantonal a rappelé le 15 novembre 2004 au Président du Tribunal de l'arrondissement de la Broye son devoir de réserve à la suite de son intention de collaborer à la création d'une section locale d'un parti politique.

A la suite du rapport N° 170 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la mise en œuvre de la nouvelle Constitution cantonale du 15 novembre 2004, une délégation du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif a été reçue par le Conseiller d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice, et le secrétaire général de cette Direction le 20 décembre 2004. Au cours de cette rencontre, les deux tribunaux cantonaux ont été sollicités pour dresser pour le 3 février 2005 un premier catalogue des questions posées par leur réunification et la mise en place du Conseil de la magistrature.

En 2004, le Tribunal cantonal a été consulté au sujet de plusieurs avant-projets d'actes législatifs et s'est déterminé en particulier sur les objets suivants :

- Le projet d'ordonnance sur les profils d'ADN;
- La modification de la loi d'organisation judiciaire (motion Collaud et Hartmann);
- Le rapport sur la délégation de tâches et de compétences de police communales;

- La révision partielle du Code civil (droits réels immobiliers et droit du registre foncier);
- Le rapport et l'avant-projet relatif à la modification du CP concernant la mise en œuvre de l'art. 123a Cst. féd. sur l'internement à vie à la suite de l'adoption de l'initiative populaire du 8 février 2004;
- Le projet d'ordonnance concernant l'investigation secrète.

1.5. Adaptations législatives

Le Tribunal cantonal rappelle les propositions formulées dans son Rapport pour l'exercice 2003 (p. 8; modifications du code de procédure pénale : possibilité de demander une avance de frais dans les affaires qui se poursuivent sur plainte; suppression du recours contre la décision de renvoi; limitation du droit de recours du lésé, à l'instar de la procédure pénale fédérale, aux seules victimes au sens de l'art. 2 de la loi sur l'aide aux victimes d'infractions [LAVI]).

Compte tenu de la charge que représente la présidence de la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance, il est difficile de trouver un magistrat de l'ordre judiciaire ayant la disponibilité nécessaire à l'exercer. Le Tribunal cantonal propose la modification de l'art. 17 al. 1 LPLFA en ce sens que le président de la Commission serait *en principe* un magistrat de l'ordre judiciaire.

Les modifications législatives suivantes ont en outre été proposées par un ou des magistrats de première instance :

- Un président propose la modification des articles 181 et 186 CPP pour permettre que le jugement soit rendu non pas seulement immédiatement après les débats, mais aussi dans les jours qui suivent.

- Le condamné n'est pas contraint de motiver son opposition à l'ordonnance pénale (art. 188 al. 2 CPP). Le juge de police ne sait dès lors pas si celui-ci conteste sa culpabilité ou la peine, ce qui le contraint, en cas de doute, à citer à son audience le dénonciateur et d'éventuels témoins. Cela entraîne des frais supplémentaires pour le condamné. Dans l'intérêt même du condamné, le code devrait prévoir une motivation sommaire de l'opposition.

- Des présidents de tribunal doutent de l'utilité du recours au tribunal civil d'arrondissement contre les mesures provisionnelles prises d'urgence dans une procédure de mesures protectrices de l'union conjugale (art. 54a LACC). Le recours devient en effet souvent sans objet quelques temps après son dépôt, à la suite du prononcé des mesures provisionnelles prises après audition des parties.

2. Le Tribunal cantonal

2.1. Commentaire de la statistique

a) En général

Le nombre des affaires enregistrées a augmenté de 24% par rapport à l'année précédente (2004: 2072; 2003: 1665).

Cette nouvelle augmentation - plus de 400 affaires par rapport à l'année précédente - est singulière par son importance, comparée à l'évolution du nombre des affaires enregistrées au cours des cinq dernières années (2003: 1665; 2002: 1399; 2001: 1320; 2000: 1268; 1999: 1289). Si la situation actuelle devait persister en 2005, elle ne pourrait rester sans influence sur l'effectif du personnel du greffe. Il est urgent aussi que les modifications législatives proposées par le Tribunal cantonal aboutissent. Il est temps enfin de réfléchir aux causes d'une évolution qui a des origines multiples (état de la société, multiplication des garanties procédurales, revendications des citoyens, assurances de protection juridique, augmentation du nombre d'avocats, assistance judiciaire, criminalité importée, etc.).

La Chambre pénale et son président ont enregistré la plus forte hausse, soit 34% (2004: 1479; 2003: 1099). Suivent la II^e Cour d'appel civil avec une augmentation de 28% (2004: 196; 2003: 153), la Chambre des poursuites et des faillites avec une augmentation de 21% (2004: 108; 2003: 89) et la Cour d'appel pénal avec une augmentation de 12% (2004: 88; 2003: 78), tandis que la I^e Cour d'appel civil a connu une diminution de 20% (2004: 86; 2003: 108), liée en particulier au fait que, depuis le 1er juillet 2004, les jugements de mesures protectrices de l'union conjugale peuvent faire l'objet d'un recours au tribunal civil d'arrondissement avant d'être portés en appel.

Il paraît intéressant d'indiquer, pour les affaires jugées en 2004 par les quatre sections principales, le temps qui s'est écoulé en moyenne entre l'enregistrement et le jugement des causes:

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	6	12	14	47	17	1
II ^e Cour d'appel civil	42	83	33	24	5	2
Cour d'appel pénal	9	9	12	39	13	0
Chambre pénale	82	82	41	35	4	0

Les remarques formulées dans le Rapport pour l'exercice 2003 restent valables. Ainsi, les différences constatées dans le rythme de traitement dépendent de la nature des causes, selon qu'elles sont soumises à la procédure ordinaire, accélérée, sommaire ou gratuite, attribuées aux diverses sections. Cette approche statistique ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. art. 207 LP ou décision sur demande AI). Enfin, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice. Il reste que, pour les quatre principales sections du Tribunal cantonal confondues, 570 affaires sur 612 (soit 93 % des causes; 2003: 92%; 2002: 94%) sont jugées au plus tard dans l'année qui suit leur enregistrement. A cause de la surcharge de travail, la liquidation d'un grand nombre de causes dans le délai d'une année a eu pour conséquence l'allongement des procédures complexes.

Le concours des juges suppléants, dont la disponibilité est restreinte du fait de leur activité principale, a été sollicité notamment en cas de récusation des juges cantonaux. Dans dix affaires, le dossier a été transmis à un juge suppléant pour rapport; dans quatre d'entre elles, la section était composée exclusivement de juges suppléants à la suite de la récusation de tous les juges cantonaux.

S'agissant de la récusation des membres des autorités soumises à surveillance, renvoi soit à la partie statistique (let. A ch. 10).

b) Surveillance des autorités judiciaires

Renvoi soit sur ce point à la partie statistique (let. A ch. 9).

2.2. Inspections annuelles du Tribunal cantonal

Conformément à la loi (art. 97 al. 2 LOJ), le Tribunal cantonal a inspecté tous les greffes des tribunaux d'arrondissement et des chambres des tutelles, ceux des tribunaux des baux, celui de l'Office des juges d'instruction et de la Chambre pénale des mineurs, ainsi que tous les secrétariats des préfectures. Il a inspecté la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance ainsi que les greffes des justices de paix (art. 7 LOT) où il y avait eu un changement du juge de paix ou du greffier au cours des douze derniers mois, ainsi qu'un certain nombre d'autres greffes de justices de paix selon le rythme quadriennal adopté depuis un certain nombre d'années déjà. Le Tribunal cantonal a en outre inspecté l'Office cantonal des faillites et tous les Offices de poursuites (art. 14 LP et 13 LELP). Pour l'an 2004, cela a représenté au total 32 inspections réparties sur 20 journées.

Le Tribunal cantonal a consacré sa séance plénière du 25 novembre 2004 à l'examen des rapports d'inspection. Il est intervenu là où cela était nécessaire en donnant des instructions aux intéressés.

Le résultat et les conséquences à tirer de ces inspections sont mentionnés ci-dessous en rapport avec chaque autorité.

2.3. Personnel

M. Tarkan Göksu, greffier adjoint, a démissionné avec effet au 31 mars 2004. Mme Sandra Dietsche, greffière adjointe, a pour sa part démissionné avec effet au 31 octobre 2004; depuis le 1^{er} novembre 2004, elle exerce la fonction de médiatrice pour mineurs. Entrés en fonction en janvier 2002, respectivement en mai 1997, ces

collaborateurs ont assumé leurs tâches avec efficacité et compétence. Nous les remercions pour leur précieuse collaboration. Pour les remplacer, le Tribunal cantonal a fait appel à Mme Sandra Wohlhauser et à M. David Jodry, jusqu'alors greffier adjoint auprès du Tribunal d'arrondissement de la Sarine. Le Tribunal cantonal a par ailleurs engagé Mme Véronique Aguet, ancienne stagiaire, dès le 1^{er} octobre 2004, durant l'absence pour cause de maladie d'un de ses greffiers adjoints.

Mmes Véronique Rossi et Sonia Bulliard, licenciées en droit, ont effectué une partie de leur stage d'avocat comme greffières.

2.4. Informatique

En 2004 ont débuté au sein du pouvoir judiciaire des travaux qui doivent aboutir à l'harmonisation de l'utilisation du logiciel de gestion des dossiers, Tribuna, et à la rationalisation des méthodes de travail. Le Tribunal cantonal chapeaute les travaux, dont le suivi est assuré par la Commission informatique des tribunaux; une cheffe de projet à mi-temps a été engagée en la personne de Mme Sandra Wohlhauser, greffière adjointe au Tribunal cantonal.

3. Les Tribunaux d'arrondissement

a) En général

Le nombre des affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux a augmenté de 8% par rapport à 2003 (2003: 647; 2004: 701) et celui des affaires enregistrées au rôle des présidents de tribunaux civils a lui augmenté de 10% (2003: 7290; 2004: 8027). Le nombre des mesures protectrices de l'union conjugale a encore progressé (2001: 142; 2002: 191; 2003: 236; 2004: 277).

Le nombre des causes pénales relevant du tribunal pénal a augmenté de 25% par rapport à l'an 2003 (2003: 184; 2004: 231) et celui des causes du ressort du juge de police de 10% (2003: 909; 2004: 1005). Le nombre de détenus à juger par le tribunal pénal augmente; de telles affaires doivent être assignées prioritairement, ce qui retarde le traitement d'autres affaires.

La charge de travail des tribunaux reste importante.

b) Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Juge de répression							
Tribunal pénal	4	63	54	35	13	3	172
Juge de police	111	442	378	93	18	4	1046

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Tribunal civil							
Droit de la famille	21	68	56	81	68	37	331
Actions résultant des contrats	1	24	41	31	38	25	160

Président tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Divorce sur requête commune avec accord complet	2	55	303	134	24	4	522
Mesures protectrices de l'union conjugale	26	149	52	194	12	5	438
Causes de nature pécuniaire (art. 139 LOJ)	16	143	154	47	4	5	369
Mainlevée	725	2845	27	3	2	4	3606

Juridiction des prud'hommes	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Président	18	89	36	20	10	7	180
Chambre	7	58	29	20	8	1	123

Les remarques formulées en relation avec les affaires liquidées par le Tribunal cantonal (ch. 2.1 let. a ci-devant) sont valables ici aussi. Il ressort notamment de ce tableau que 89% des affaires du juge de police sont jugées dans les six mois à compter de leur enregistrement et 98% dans l'année. S'agissant des affaires du tribunal pénal, 90% d'entre elles sont jugées dans l'année. En matière civile, 68% des affaires ayant trait au droit de la famille et relevant de la compétence du tribunal sont jugées dans l'année et 88% le sont dans les deux ans. Pour ce qui est des mesures protectrices de l'union conjugale, de la compétence du président de tribunal, 52% sont jugées dans les six mois et 96% dans l'année. Enfin, les causes de nature pécuniaire dont connaît ce magistrat sont jugées, pour 84% d'entre elles, dans les six mois et pour 97% dans l'année.

c) Tribunal de l'arrondissement de la Sarine

Le Tribunal cantonal a désigné le président Pascal Terrapon à la présidence de la chambre des prud'hommes à partir du 1^{er} juillet 2004, en remplacement du président Pierre-Emmanuel Esseiva, démissionnaire. Il a également désigné le président François-Xavier Audergon en qualité de suppléant du président de cette chambre à partir du 1^{er} février 2004.

M. Pascal Brouchoud, greffier-chef du tribunal depuis 1978 et greffier du président de la Chambre des prud'hommes, a démissionné au bénéfice d'une retraite anticipée. M. Brouchoud a fait preuve de beaucoup de dévouement pendant 27 ans de bons, fidèles et loyaux services. Le Tribunal cantonal lui témoigne sa reconnaissance et formule ses vœux les meilleurs pour sa retraite.

M. Brouchoud a été remplacé par M. Frédéric Oberson, jusqu'alors greffier adjoint.

Compte tenu de la forte augmentation des affaires inscrites au rôle, notamment du tribunal pénal, les présidents demandent du personnel supplémentaire. Le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine compte 8 présidents et une trentaine de collaborateurs. A l'occasion du changement à la présidence de la Chambre des prud'hommes et du départ de M. le greffier-chef Brouchoud, le Tribunal cantonal a demandé au Tribunal d'arrondissement de la Sarine, dès la fin de l'année 2003, de mener une réflexion approfondie d'une part sur la nécessité de revoir l'organisation de l'ensemble de son greffe en vue d'une meilleure utilisation des forces de travail, d'autre part sur les éventuelles améliorations à apporter au niveau de la gestion administrative du Tribunal dans son ensemble (sections civile et pénale confondues). Une rencontre de délégations des deux tribunaux a eu lieu le 25 mars 2004. Le Tribunal cantonal a notamment exigé l'établissement d'un cahier des charges adapté à la situation actuelle pour le nouveau greffier-chef. La réflexion globale sur l'organisation, à poursuivre, pourra révéler la nécessité de l'engagement de personnel supplémentaire.

Le président André Waeber consacre la majeure partie de son temps aux affaires du Tribunal pénal économique et du Tribunal de l'arrondissement du Lac. Les présidents du tribunal pénal Pierre-Emmanuel Esseiva et Nicolas Ayer se sont dès lors réparti l'essentiel des dossiers enregistrés.

d) Tribunal de l'arrondissement de la Singine

La situation est restée très tendue en 2004 (cf. Rapports pour les exercices 2000, p. 11, 2001, p. 13, 2002, p. 13, et 2003, p. 14). Les présidents constatent que le traitement des affaires et leur assignation ainsi que la rédaction des jugements connaissent d'importants retards, qui ne pourront pas être résorbés dans un proche avenir. Une augmentation de l'effectif des greffiers n'a pas été accordée.

e) Tribunal de l'arrondissement de la Glâne

A la suite du départ forcé, en automne 2003, de la secrétaire-comptable du greffe, en fonction depuis 40 ans, le président et le greffier ont réorganisé le greffe, avec le soutien de la Direction de la sécurité et de la justice et de l'Inspection des finances. Les mesures idoines ont été prises en matière comptable (contrôle de la comptabilité, de la caisse et des signatures).

f) Le fonctionnement des autres tribunaux d'arrondissement et du Tribunal pénal économique n'appelle pas de remarques particulières.

4. L'Office des juges d'instruction

Dans son rapport, le président de l'Office relève que les 78% des dossiers ouverts durant l'année 2004 ont pu être clos. Alors qu'on comptait, à la fin de l'année 2003, 190 anciens dossiers – ouverts depuis plus d'une année –, ceux-ci étaient au nombre de 208 à la fin de l'année 2004, dont 2 antérieurs au 31 décembre 1997 qui devraient pouvoir être clos en 2005.

L'Office a enregistré 17'823 dossiers en 2004, ce qui représente une augmentation de 7,5% par rapport à 2003 (16'475). Les dossiers ouverts ont été ramenés de 3211 à la fin 2003 à 2541 à la fin 2004. Les juges d'instruction ont prononcé 507 refus d'ouverture de l'action pénale (2003: 381), 234 ordonnances de classement concernant des auteurs identifiés (2003: 264), 577 ordonnances de non-lieu (2003: 521), 8 ordonnances de transmission à la Chambre pénale (2003: 7), 336 ordonnances de renvoi aux juges de répression (2003: 263), 7211 ordonnances pénales (2003: 5734), dont 438 ont été frappées d'opposition (2003: 403), 2490 ordonnances de conversion d'amendes (2003: 1230) et exécuté 109 commissions rogatoires nationales et internationales (2003: 98). Ils ont également ordonné 363 mises en détention préventive (2003: 334) pour un nombre total de jours de détention de 24'105, ce qui constitue une augmentation de 54% par rapport à 2003 (15'635).

En moyenne, chaque juge a en permanence 348 dossiers en cours, soit une augmentation de 10% par rapport à l'année précédente (317). Le président de l'Office relève une nouvelle fois qu'une telle charge de travail empêche un traitement rapide des affaires, notamment anciennes. En outre, chaque juge assume un service de permanence de 6 semaines durant l'année et un service de permanence subsidiaire de 6 semaines également, week-end compris. Un juge auquel sont attribuées des affaires particulières est dispensé de ce service.

Bien que les juges d'instruction souhaitent demeurer des généralistes, des spécialisations ont continué à se mettre en place parmi eux.

L'augmentation du nombre des affaires enregistrées, du nombre des affaires attribuées à chaque juge et du nombre des vieux dossiers ainsi que, surtout, la prochaine entrée en vigueur de la révision de la partie générale du code pénal suisse, rend indispensable, selon le président de l'Office, la création d'un 10^{ème} poste de juge. Depuis 2004, chaque juge dispose d'un greffier titulaire à plein temps.

Donnant suite aux remarques formulées par le Tribunal cantonal lors de son inspection annuelle, l'Office a adopté certains standards communs à tous les juges d'instruction pour l'établissement des rapports de détention.

Les expertises ordonnées par les juges d'instruction ont coûté 333'000 francs en 2004, dont 70'000 francs environ pour les seules expertises psychiatriques. Par rapport à 2003, on note une baisse sensible du coût des expertises psychiatriques (130'000 francs cette année-là, pour des expertises d'un coût total de 408'000 francs).

5. Les Justices de paix et l'administration tutélaire

a) La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement (art. 7 LOT); celles-ci ont la surveillance de l'administration tutélaire dans leur arrondissement (art. 4 LOT). Le Tribunal cantonal a inspecté, dans l'arrondissement de la Sarine, la justice de paix du 4^{ème} cercle, à Fribourg, dans l'arrondissement de la Gruyère, les justices de paix du 1^{er} cercle, à Gruyères, et du 7^{ème} cercle, à Haut-Intyamon, dans l'arrondissement du Lac, la justice de paix du 1^{er} cercle, à Misery-Courtion, dans l'arrondissement de la Glâne, la justice de paix du 3^{ème} cercle, à Rue, ainsi que les deux justices de paix de l'arrondissement de la Veveyse, à Semsales (1^{er} cercle), et à Châtel-St-Denis (2^{ème} cercle).

Ces inspections ont permis au Tribunal cantonal de constater que les greffes des justices de paix étaient bien tenus. Le Tribunal cantonal a donné les instructions nécessaires.

b) Certaines communes demandent encore l'institution de mesures tutélaires à l'égard de personnes qui ne paient pas leurs dettes d'impôts ou d'assurance-maladie. A lui seul, ce non-paiement ne constitue pas un motif de mise sous tutelle, conseil légal ou curatelle. Les requêtes communales provoquent une surcharge de travail inutile dans la mesure où elles sont souvent injustifiées.

c) Selon le rapport d'une justice de paix, les jeunes adultes qui se trouvent dans de graves difficultés financières sont toujours plus nombreux à cause des offres sur le marché des portables, des leasings pour des voitures de classe supérieure, de l'usage de cartes de crédit pour payer les vacances et les loisirs; un emploi dépendant de la conjoncture et un dépassement régulier du compte-salaire expliquent aussi cette situation; dans certains cas, le recours à l'aide sociale est programmé et on peut se demander pour combien de temps encore la collectivité publique voudra et pourra mettre à disposition les moyens nécessaires pour aider ces personnes lourdement endettées.

d) La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a constaté à la lecture de la statistique des autorités tutélaires suisses pour 2003 que les interdictions et les curatelles volontaires étaient très nombreuses dans notre canton par comparaison avec d'autres cantons. Elle a dès lors invité la chambre des tutelles des tribunaux d'arrondissement à rappeler aux justices de paix les conditions légales de l'institution de ces mesures.

e) Les justices de paix continuent à signaler les nombreux conflits parentaux provoqués par l'exercice du droit de visite. Le règlement de ces conflits est souvent difficile, notamment à cause de la langue, de la mentalité ou de la confession des parents d'origine étrangère.

f) La Conférence des justices de paix a décidé de mettre fin à la pratique encore en vigueur dans certains cercles qui consistait à délivrer des attestations d'héritiers en lieu et place des certificats d'héritiers prévus par la loi. Elle a également décidé de regrouper auprès de la Justice de paix du 4^{ème} cercle de la Sarine, à Fribourg, le traitement de tous les dossiers des requérants d'asile mineurs non accompagnés. La Conférence a par ailleurs pris acte avec satisfaction de l'augmentation de la rémunération des membres des justices de paix décidée par la Direction de la sécurité et de la justice. Elle a traité la question de la déclaration systématique à l'AVS des revenus des tuteurs et curateurs. Les membres de la Conférence ont assisté à une présentation du Point Rencontre par la présidente et la coordinatrice de cette association.

L'autorité cantonale de surveillance tient à relever le bon travail de la Conférence.

g) Faisant suite au postulat Ropraz et Boivin, le Conseil d'Etat a, le 30 novembre 2004, déposé son rapport sur la restructuration des justices de paix, proposant la réduction de 29 à 8 du nombre de cercles de justices de paix (un pour Fribourg Ville, un pour Sarine campagne, puis un cercle par district), l'engagement de personnel permanent pour chaque cercle, à un taux minimal de 50% (pour le poste de juge et de greffier), et l'engagement, pour chaque cercle, d'un greffier juriste. Le Grand Conseil ayant approuvé ce rapport, le gouvernement devra élaborer un projet de loi.

h) Un groupe travail comprenant des représentants du Tribunal cantonal, de la Conférence des justices de paix, de la Direction de la sécurité et de la justice ainsi que des tuteurs élabore, en collaboration avec la Haute Ecole fribourgeoise de travail social, un programme de formation pour les mandataires tutélaires et les membres des justices de paix.

6. La privation de liberté à des fins d'assistance

a) Selon la loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance (LPLFA), la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur la Commission de surveillance (art. 7 LOT); celle-ci exerce une surveillance générale sur les placements et les mesures ordonnées et le contrôle judiciaire de première instance (art. 16 et 18 LPLFA). Le président de la Commission est M. Louis Sansonnens, président du Tribunal de la Gruyère; les trois suppléants sont M. Reinold Raemy, président du Tribunal de la Singine, M. Philippe Vallet, président du Tribunal de la Gruyère, et M. Peter Rentsch, président du Tribunal de la Singine. La Commission dispose du service du greffe du Tribunal de la Gruyère.

b) La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a procédé à l'inspection de la Commission de surveillance, les 9 décembre 2004 et 7 janvier 2005. 400 décisions ont été rendues en 2004 en matière de privation de liberté. La Commission a connu de 50 demandes de contrôle judiciaire. La maladie mentale est la cause de bon nombre de placements. La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a invité le président de la Commission à organiser de manière plus efficace le contrôle des placements.

c) A la suite de la démission de trois médecins assesseurs de la Commission de surveillance, un seul poste a pu être repourvu par le Collège électoral le 13 décembre 2004. A cette occasion, la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a attiré l'attention de la Direction de la sécurité et de la justice sur la nécessité de repourvoir de manière urgente les places vacantes afin d'éviter que les médecins restés en fonction ne doivent siéger trop souvent et qu'ils ne puissent pas l'accepter à cause de la surcharge qui s'ensuivrait et d'une rémunération insignifiante.

d) La Commission rappelle que, en 2003, elle avait proposé à la Direction de la sécurité et de la justice l'étude de la création d'une unité psychiatrique à l'Hôpital cantonal et attiré son attention sur la nécessité d'un établissement pour femmes correspondant à la Sapinière. L'inspection de la Commission en 2004 a confirmé que ces propositions étaient toujours d'actualité.

7. La Chambre pénale des mineurs

7.1. En général

a) Après 16 ans de bons, fidèles et loyaux services, le greffier-chef de la Chambre, M. Gérard Demierre, a été nommé premier médiateur pour mineurs du canton de Fribourg.

b) La médiation est inscrite dans la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs (entrée en vigueur initialement prévue pour le 1^{er} janvier 2006). Elle figure également dans l'avant-projet de code de procédure pénale suisse.

La médiation est un nouveau moyen de résoudre les problèmes sans l'intervention trop lourde de la justice. Elle est un processus séparé de la procédure pénale qui offre, en particulier, une alternative intéressante aux sanctions punitives, notamment la privation de liberté. Elle est également une aide aux victimes d'infractions, tout comme aux auteurs, son objectif étant la réparation et la restauration du lien social.

Selon le Conseil de l'Europe, par médiation pénale, on entend une "procédure permettant à la victime et au délinquant de participer de leur plein gré et activement au règlement de l'infraction ou des questions en découlant avec le concours d'une tierce personne impartiale, le médiateur". Cette approche peut prendre différentes formes, souvent associées les unes aux autres : un échange de vues entre la victime et le délinquant leur permettant de mieux se comprendre (a); excuses et accord volontaire par lequel le délinquant s'engage à réparer ses torts en dédommageant la victime (b); accord volontaire par lequel le délinquant prend d'autres engagements, comme celui d'accomplir un travail d'intérêt général ou de participer à un programme de réadaptation ["réparation indirecte"] (c); règlement de tout différend entre la victime et le délinquant, ou entre leurs familles ou amis (d); un programme de sanctions et de mesures convenues pouvant faire l'objet d'une proposition de peine ou d'ordonnance à présenter au tribunal (e).

Le canton de Fribourg a été le premier canton à légiférer dans ce domaine et à mettre sur pied un système étatique de médiation pénale pour les mineurs. La loi cantonale sur la juridiction pénale des mineurs a introduit la médiation le 1^{er} juillet 2002. L'ordonnance du 16 décembre 2003 sur la médiation dans la juridiction pénale des mineurs (OMJPM) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004. Le Bureau de la médiation, rattaché

administrativement au Service de la justice, a été ouvert le 1^{er} novembre 2004 et comprend actuellement deux médiateurs exerçant chacun à 50 %.

La médiation pouvant intervenir à tous les stades de la procédure, elle devrait permettre de décharger la Chambre pénale des mineurs.

7.2. Commentaire de la statistique

Le Rapport pour l'exercice 2003 signalait que pour la première fois, le nombre des filles délinquantes avait passé la barre des 300 (303). Ce problème est toujours d'actualité puisqu'en 2004, le nombre des filles délinquantes a encore augmenté (314). Le président relève l'importance et l'urgence de mettre en oeuvre le Concordat intercantonal sur l'exécution de la détention pénale des mineurs dans les cantons romands, dont l'un des objectifs est l'ouverture d'un foyer fermé pour les jeunes filles en difficulté.

De très nombreuses procédures ouvertes devant la Chambre (une dizaine au moins par individu) sont à mettre sur le compte d'une bonne vingtaine de mineurs multirécidivistes. Ainsi, un seul mineur est l'objet de plus de 30 procédures qui n'ont pas encore été liquidées. Souvent placés provisoirement, en observation ou en fugue, certains mineurs ne peuvent en effet pas être jugés sur-le-champ.

Le président signale une nette diminution des infractions contre le patrimoine. Ainsi, les vols, tentatives de vols, complicités de vols, vols d'importance mineure, brigandages et extorsions ont très sensiblement baissé. Cela pourrait être lié à l'arrestation de plusieurs meneurs, parfois gardés provisoirement ou placés en observation; en mettant le chef hors d'état de nuire, on calme les ardeurs délictuelles des autres membres du groupe.

8. Les Offices des poursuites et l'Office des faillites

a) Les Offices de poursuite

La gestion des offices des poursuites du canton n'appelle pas d'observations particulières.

L'évolution des poursuites et des faillites dans le canton ressort de la partie statistique.

b) L'Office des faillites

Le Tribunal cantonal a constaté, lors de son inspection annuelle de l'Office, que, pour plusieurs sociétés dont la faillite avait été prononcée, le registre du commerce informatisé ne faisait pas mention de celle-ci. Il a également constaté que, parfois, l'extrait relatif à la succursale de la société ne mentionnait pas toujours la faillite prononcée dans l'arrondissement du siège principal de la société.

Le Tribunal cantonal a signalé à l'autorité de surveillance du registre du commerce, la Direction de l'économie et de l'emploi, l'importance de la fiabilité des données du registre du commerce publiées sur internet, particulièrement pour les offices des poursuites qui peuvent, dès le 1er janvier 2005, selon les directives de la Chambre des poursuites et des faillites du Tribunal fédéral, renoncer à la tenue, prévue par la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite, de leur propre état des personnes sujettes à la poursuite par voie de faillite, domiciliées dans leur arrondissement.

Nous avons l'honneur, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Fribourg, le 9 mars 2005

Le Greffier-chef :

HENRI ANGELOZ

Le Président :

ALEXANDRE PAPAUX

AN DEN GROSSEN RAT

des Kantons Freiburg

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 64 der Kantonsverfassung vom 7. Mai 1857, Art. 147 Abs. 2 der Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004 und Art. 94 des Gesetzes über die Gerichtsorganisation vom 22. November 1949 unseren Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden des Kantons Freiburg zu unterbreiten.

1. Allgemeine Bemerkungen

1.1. *Neue Kantonsverfassung*

Die vom Volk am 16. Mai 2004 angenommene neue Kantonsverfassung stellt eine ideale Gelegenheit dar, um sich vertieft mit dem Gerichtswesen und dessen Organisation auseinander zu setzen.

Die Vereinigung der beiden oberen kantonalen Gerichte ist der augenfälligste Ausdruck des Willens der Verfassungsgeber, den Kanton mit einem unabhängigen und starken Gerichtswesen auszustatten, welches in der Lage ist, sich den Herausforderungen einer im Wandel begriffenen Gesellschaft zu stellen. Wie das Kantonsgericht in seinem Rechenschaftsbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden im Jahr 2003 hervorgehoben hat, sollten durch diesen Zusammenschluss erwünschte Synergien erbracht und eine kohärente Justizpolitik begünstigt werden. Er darf sich indes nicht mit dem blossen Nebeneinanderstellen der beiden bestehenden Gerichte begnügen, welche lediglich gemeinsame Einrichtungen wie Bibliothek, Verhandlungssäle oder Cafeteria aufweisen. Unser neues Grundgesetz sieht vielmehr die Schaffung eines neuen Kantonsgerichts vor, welches als obere kantonale Gerichtsbehörde zivil-, straf- und verwaltungsrechtliche Streitsachen zu behandeln hat.

Damit die richterliche Unabhängigkeit gewährleistet bleibt, sind die Rollen des Kantonsgerichts und des Justizrates klar und mit besonderer Sorgfalt zu definieren. Um seine Kernaufgabe wahrzunehmen, Recht zu sprechen und das gute Funktionieren der Justiz zu gewährleisten, sollte das vereinigte Kantonsgericht schliesslich bei der Erstellung seines Budgets aktiv einbezogen werden.

Die neue Kantonsverfassung sowie die laufenden grossen Gesetzesreformen auf kantonaler und eidgenössischer Ebene (eidgenössische Strafprozessordnung mit der Abschaffung der Funktion des Untersuchungsrichters, eidgenössische Zivilprozessordnung, Revision des Vormundschaftsrechts, Umstrukturierung der Friedensgerichte) sollten ebenfalls Gelegenheit bieten, die Organisation unseres Justizwesens zu überprüfen, insbesondere jene der Bezirksgerichte, der Friedensgerichte und der Staatsanwaltschaft.

1.2. *Tage der Ziviljustiz*

In Zusammenarbeit mit den Bezirksgerichten, dem Freiburger Anwaltsverband und der Freiburger Notariatskammer hat das Kantonsgericht am 15./16. Oktober 2004 mit grossem Publikumserfolg Tage der Ziviljustiz durchgeführt. Der Kanton Freiburg hat bei dieser Gelegenheit Neuland beschritten, indem unter der Beteiligung von Schauspielern, Richtern und Anwälten ein Prozess im Schnellgang vorgeführt und den Besuchern im Anschluss daran die Möglichkeit geboten wurde, den Akteuren Fragen zu stellen. Ebenfalls haben sich die Schülerinnen und Schüler von gegen 20 Klassen der Orientierungsstufe an dieser Veranstaltung beteiligt, welche im Rahmen des im Jahr 2003 vom Europarat und von der Europäischen Union geschaffenen Europäischen Tages der Ziviljustiz durchgeführt wurde. Freiburg ist der erste Kanton, der diese europäische Initiative aufgegriffen hat.

Die Veranstaltung hat ihr hauptsächliches Ziel erreicht, nämlich ins Bewusstsein zu rufen, dass die Justiz in erster Linie ein Dienst ist, der den Bürgerinnen und Bürgern zur Verfügung steht, um ihre privaten Streitigkeiten beizulegen und ihre Rechte geltend zu machen.

1.3. Verhältnis zwischen den Behörden

Ein Treffen mit der Justizkommission war am 4. Februar 2004 im Wesentlichen der Frage der Abfassung der Protokolle im Strafverfahren gewidmet. Während sich die Mehrzahl der Richter und Gerichtsschreiber der Bezirksstrafgerichte sowie die Magistraten der Jugendstrafkammer sowohl gegen das systematische Diktieren der Protokolle wie auch gegen das Diktieren auf Antrag der Parteien ausgesprochen hat, unterstützt die Mehrheit des Kantonsgerichts die dem Gerichtspräsidenten auferlegte Pflicht, die im Rahmen des Verfahrens gemachten Aussagen zu Protokoll zu diktieren. Die Vor- und Nachteile der beiden Systeme sind bekannt. Das im Zivilprozess (Art. 13 Abs. 1 ZPO) seit langem zur Anwendung kommende Diktieren des Protokolls erlaubt sowohl eine sofortige Kontrolle als auch die Vermeidung nachträglicher Anfechtungen. Mit dem Diktat entsteht ein einziges und endgültiges Dokument, welches den Parteien unverzüglich ausgehändigt werden kann. Hingegen geht mit dem Diktieren ein gewisser Verlust an Spontaneität und Flüssigkeit der Aussagen einher. Auch wird dadurch die Sitzungsdauer verlängert. Der Grosse Rat hat am 14. Dezember 2004 eine Motion verabschiedet, die in die Richtung der von der Mehrheit des Kantonsgerichts befürworteten Lösung geht.

Im Kapitel über das Verhältnis zwischen den Behörden ist auch der Empfang des Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts durch den Staatsrat am 29. September 2004 zu erwähnen. Schliesslich wurde das Kantonsgericht in den Festakt zur Zweihundertjahrfeier der Kantonspolizei und in die Vereidigung der Absolventen der Polizeiaspirantenschule 2004 einbezogen.

1.4. Vernehmlassungen und Stellungnahmen

Am 14. Januar 2004 hat sich eine Abordnung des Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts mit dem Finanzdirektor getroffen. Thema dieses Treffens war der Gesetzesentwurf über die Besoldung und die berufliche Vorsorge der Staatsräte, Oberamtswärter und Kantonsrichter.

Zu Informationszwecken führt die Kantonspolizei täglich ein Journal, in dem ihre Interventionen angeführt sind; aus dem Journal geht auch die Identität der beteiligten Personen hervor. Gemäss Dienstbefehl des Kommandanten der Kantonspolizei vom 14. Mai 2003 wird dieses Journal intern an die Mitarbeiter der Kantonspolizei und extern an den Sicherheits- und Justizdirektor, den Oberamtswärtern, den Präsidenten der Strafkammer des Kantonsgerichts, die Untersuchungsrichter, die Ermittlungsrichter der Jugendstrafkammer sowie im Rahmen der kriminalpolizeilichen Koordination an die Kantonspolizeien Bern, Genf, Neuenburg, Waadt und Wallis verteilt; der Präsident des Strafappellationshofs des Kantonsgerichts, die Präsidenten der Bezirksstrafgerichte, die Staatsanwältin sowie der Dienstchef des Amtes für Strafvollzug erhalten das Journal ebenfalls. Vom Sicherheits- und Justizdirektor zum Verteiler des Journals befragt, hat sich das Kantonsgericht dahin gehend geäußert, dass jenes einzig den Strafverfolgungsbehörden im Sinn von Art. 6 StPO ausgehändigt werden sollte.

Am 17. Februar 2004 befürwortete das Kantonsgericht die Möglichkeit, dass das Amt des Bezirksgerichtspräsidenten in Teilzeitanstellung ausgeübt werden kann.

Die Arbeiten zur Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an den revidierten Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches haben im Laufe des Jahres 2004 begonnen, und das Kantonsgericht ist darin insofern einbezogen worden, als es seit dem 5. Juli 2004 in einer von der Sicherheits- und Justizdirektion geschaffenen Arbeitsgruppe Einsitz nimmt.

Auch wenn jeder Richter in der Schweiz das Recht hat, sich einer politischen Partei anzuschliessen, so hat er sich eine gewisse Zurückhaltung aufzuerlegen. In diesem Sinn hat das Kantonsgericht am 15. November 2004 dem Präsidenten des Bezirksgerichts der Broye dessen Pflicht zur Zurückhaltung in Erinnerung gerufen, nachdem dieser die Absicht geäußert hatte, bei der Schaffung einer lokalen Sektion einer politischen Partei mitzuarbeiten.

Als Folge des Berichts Nr. 170 des Staatsrates an den Grossen Rat vom 15. November 2004 über die Umsetzung der neuen Kantonsverfassung ist eine Abordnung des Kantonsgerichts und des Verwaltungsgerichts am 20. Dezember 2004 vom Sicherheits- und Justizdirektor sowie von dessen Generalsekretär empfangen worden. Im Laufe dieses Treffens sind die beiden Kantonsgerichte ersucht worden, bis zum 3. Februar 2005 einen ersten Katalog von Fragen zu verfassen, die sich aufgrund ihres Zusammenschlusses und der Schaffung des Justizrates stellen.

Das Kantonsgericht ist im Jahr 2004 zu mehreren Gesetzesvorentwürfen angehört worden und hat insbesondere zu folgenden Gegenständen Stellung genommen:

- Der Entwurf für eine DNA-Profil-Verordnung;
- Die Änderung des Gesetzes über die Gerichtsorganisation (Motion Collaud und Hartmann);

- Der Bericht über die Delegation der Aufgaben und Zuständigkeiten der Gemeindepolizeien;
- Die Teilrevision des Zivilgesetzbuches (Immobiliarsachen- und Grundbuchrecht);
- Der Bericht und der Vorentwurf zur Änderung des StGB betreffend die Umsetzung von Art. 123a BV über die lebenslange Verwahrung aufgrund der Annahme der Volksinitiative am 8. Februar 2004;
- Der Entwurf für eine Verordnung über die verdeckte Ermittlung.

1.5. Gesetzesanpassungen

Das Kantonsgericht erinnert an die Vorschläge, die es in seinem Rechenschaftsbericht für das Jahr 2003 (S. 26; Änderung der Strafprozessordnung; Möglichkeit, bei Antragsdelikten einen Kostenvorschuss einzufordern; Abschaffung der Beschwerde gegen Überweisungsverfügungen; Beschränkung des Beschwerderechts des Geschädigten nach dem Beispiel des Bundesstrafprozesses auf die Opfer im Sinn von Art. 2 des Opferhilfegesetzes [OHG]).

In Anbetracht der Belastung, welche das Präsidium der Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung mit sich bringt, ist es schwierig, einen Richter zu finden, der über genügend Zeit verfügt, um dieses Amt auszuüben. Das Kantonsgericht schlägt vor, Art. 17 Abs. 1 FFEG dahin gehend zu ändern, dass der Kommissionspräsident *in der Regel* Richter sein muss.

Im Weiteren sind folgende Gesetzesänderungen von einem oder mehreren erstinstanzlichen Richtern vorgeschlagen worden:

- Ein Präsident schlägt vor, die Art. 181 und 186 StPO in dem Sinne zu ändern, dass das Urteil nicht nur in unmittelbarem Anschluss an die Gerichtsverhandlung, sondern auch in den darauf folgenden Tagen gefällt werden kann.

- Der Verurteilte ist nicht verpflichtet, seine Einsprache gegen einen Strafbefehl zu begründen (Art. 188 Abs. 2 StPO). Der Polizeirichter weiss deshalb nicht, ob der Verurteilte seine Schuld bestreitet oder bloss das Strafmass anfigt; er ist deshalb gezwungen, im Zweifelsfall den Strafanzeiger sowie allfällige Zeugen zur Gerichtsverhandlung vorzuladen. Dadurch entstehen dem Verurteilten zusätzliche Kosten. Im Interesse des Verurteilten sollte die Strafprozessordnung deshalb eine summarische Begründung der Einsprache vorsehen.

- Mehrere Gerichtspräsidenten zweifeln am Nutzen der Möglichkeit, die im Rahmen eines Eheschutzverfahrens angeordneten dringlichen vorsorglichen Massnahmen mit Beschwerde beim Bezirkszivilgericht anzufechten (Art. 54a EGZGB). In der Tat werden diese Beschwerde oft kurze Zeit nach ihrer Einreichung gegenstandslos, da in der Zwischenzeit nach Anhörung der Parteien vorsorgliche Massnahmen erlassen wurden.

2. Das Kantonsgericht

2.1. Bemerkungen zur Statistik

a) Allgemeines

Die Anzahl der anhängig gemachten Angelegenheiten hat gegenüber dem Vorjahr um 24 % zugenommen (2004: 2072; 2003: 1665).

Diese erneute Zunahme – mehr als 400 Angelegenheiten gegenüber dem Vorjahr – zeichnet sich durch ihre Höhe aus, namentlich im Vergleich zu den in den letzten 5 Jahren anhängig gemachten Angelegenheiten (2003: 1665; 2002: 1399; 2001: 1320; 2000: 1268; 1999: 1289). Sollte die aktuelle Situation auch im Jahr 2005 anhalten, so wird dies nicht ohne Wirkungen auf die Anzahl der Mitarbeiter der Gerichtsschreiberei bleiben. Auch müssen die vom Kantonsgericht vorgeschlagenen Gesetzesänderungen dringend ausgeführt werden. Es ist schliesslich an der Zeit, vertieft über die vielschichtigen Gründe dieser Entwicklung nachzudenken (Zustand der Gesellschaft, Ausbau der prozessualen Garantien, Ansprüche der Bürgerinnen und Bürger, Rechtsschutzversicherungen, Zunahme der Anzahl Anwälte, unentgeltliche Rechtspflege, importierte Kriminalität usw.).

Die grösste Zunahme der Anzahl Angelegenheiten, nämlich um 34 % (2004: 1479; 2003: 1099), haben die Strafkammer und ihr Präsident zu verzeichnen, gefolgt vom II. Zivilappellationshof mit einer Zunahme von 28 % (2004: 196; 2003: 153), der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer mit einer Zunahme von 21 % (2004: 108; 2003: 89) und dem Strafappellationshof mit einer solchen von 12 % (2004: 88; 2003: 78). Hingegen hat der I.

Zivilappellationshof einen Rückgang seiner Angelegenheiten um 20 % (2004: 86; 2003: 108) zu verzeichnen; dieser Rückgang hängt insbesondere damit zusammen, dass gegen Urteile über Eheschutzmassnahmen seit dem 1. Juli 2004 Beschwerde beim Bezirksgericht eingereicht werden kann, bevor sie mit Berufung ans Kantonsgericht angefochten werden können.

Es erscheint aufschlussreich, für die von den vier grössten Abteilungen im Jahr 2004 abgeurteilten Angelegenheiten die Zeit anzugeben, die zwischen der Einregistrierung und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichen ist:

	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	6	12	14	47	17	1
II. Zivilappellationshof	42	83	33	24	5	2
Strafappellationshof	9	9	12	39	13	0
Strafkammer	82	82	41	35	4	0

Die im Rechenschaftsbericht für das Jahr 2003 angebrachten Bemerkungen behalten ihre Gültigkeit. Die verzeichneten Unterschiede in der Verfahrensdauer hängen von der Natur der den verschiedenen Abteilungen zugewiesenen Angelegenheiten und damit davon ab, ob sie dem ordentlichen, beschleunigten, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegen. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Statistik die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. Art. 207 SchKG oder Verfügung über ein IV-Gesuch). Schliesslich darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die nötigen Abklärungen und rechtlichen Vertiefungen, von der sich das Gerichtswesen leiten lassen sollte, in den Hintergrund gedrängt wird. Es bleibt anzufügen, dass in den vier grössten Abteilungen des Kantonsgerichts 570 der insgesamt 612 Angelegenheiten (d. h. 93 % der Fälle, gegenüber 92 % im Jahr 2003 und 94 % im Jahr 2002) innert Jahresfrist nach ihrer Einregistrierung entschieden werden konnten. Aufgrund der Arbeitsüberlastung hat die Erledigung einer grossen Anzahl von Angelegenheiten innert Jahresfrist die Verlängerung von komplexen Verfahren zur Folge gehabt.

Auf die Mitarbeit der Ersatzrichter – deren Verfügbarkeit aufgrund ihrer hauptberuflichen Tätigkeit eingeschränkt ist – wurde insbesondere in jenen Fällen zurückgegriffen, in denen sich die Kantonsrichter im Ausstand befanden. In zehn Angelegenheiten wurden die Akten einem Ersatzrichter zur Berichterstattung übermittelt; in vier dieser Angelegenheiten wurde eine Abteilung ausschliesslich aus Ersatzrichtern gebildet, weil sich sämtliche Kantonsrichter im Ausstand befanden.

Was den Ausstand der Mitglieder jener Behörden betrifft, die der Aufsicht des Kantonsgerichts unterstehen, sei auf den statistischen Teil verwiesen (Bst. A Ziff. 10).

b) Aufsicht über die Gerichtsbehörden

In diesem Punkt sei auf den statistischen Teil verwiesen (Bst. A Ziff. 9).

2.2. Jährliche Inspektionen des Kantonsgerichts

Dem gesetzlichen Auftrag nachkommend (Art. 97 Abs. 2 GOG) hat das Kantonsgericht die Gerichtsschreibereien der Bezirksgerichte, der Vormundschaftskammern und Mietgerichte, jene des Untersuchungsrichteramtes und der Jugendstrafkammer sowie sämtliche Oberämter inspiziert. Weiter hat es die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheitsentziehung sowie jene Friedensgerichte inspiziert (Art. 7 GOV), in denen in den vergangenen zwölf Monaten ein neuer Friedensrichter oder Gerichtsschreiber sein Amt angetreten hat, sowie eine weitere Anzahl Friedensgerichte, einem vor einigen Jahren eingeführten Vierjahresrhythmus folgend. Schliesslich hat das Kantonsgericht auch das Kantonale Konkursamt und alle Betreibungsämter (Art. 14 SchKG und Art. 13 EGSchKG) inspiziert. Insgesamt wurden im Jahr 2004 32 Inspektionen, verteilt auf 20 Tage, durchgeführt.

Das Kantonsgericht hat seine Plenarsitzung vom 25. November 2004 der Überprüfung der Inspektionsberichte gewidmet. In jenen Fällen, in denen dies notwendig war, hat es eingegriffen und den betroffenen Personen Anweisungen erteilt.

Die Ergebnisse der Inspektionen und die daraus zu ziehenden Schlüsse werden im Folgenden im Zusammenhang mit der betreffenden Behörde erwähnt.

2.3. Personal

Herr Tarkan Göksu, Gerichtsschreiber-Adjunkt, hat auf den 31. März 2004 gekündigt. Frau Sandra Dietsche, Gerichtsschreiber-Adjunktin, hat ihrerseits auf den 31. Oktober 2004 gekündigt; seit dem 1. November 2004 übt sie das Amt einer Jugendmediatorin aus. Diese Mitarbeiter, die ihre Stelle im Januar 2002 bzw. im Mai 1997 angetreten hatten, haben ihre Aufgaben in effizienter und kompetenter Weise erledigt. Wir danken ihnen für ihre wertvolle Mitarbeit. Sie wurden durch Frau Sandra Wohlhauser und Herrn David Jodry, bislang Gerichtsschreiber-Adjunkt am Bezirksgericht der Saane, ersetzt. Weiter hat das Kantonsgericht ab dem 1. Oktober 2004 für die Dauer der krankheitsbedingten Abwesenheit eines Gerichtsschreiber-Adjunkts Frau Véronique Aguet, ehemalige Praktikantin, als dessen Stellvertreterin angestellt.

Frau Véronique Rossi und Frau Sonia Bulliard, beide lic. iur., haben einen Teil ihres Anwaltspraktikums als Gerichtsschreiberinnen absolviert.

2.4. Informatik

Im Jahr 2004 sind im Gerichtswesen Arbeiten aufgenommen worden, die zu einer Harmonisierung in der Anwendung des informatisierten Aktenverwaltungssystems Tribuna sowie zu einer Rationalisierung der Arbeitsmethoden führen sollen. Das Kantonsgericht leitet diese Arbeiten, deren praktische Umsetzung von einer Informatikkommission der Gerichte gewährleistet wird; als Projektleiterin in Teilzeitanstellung ist Frau Sandra Wohlhauser, Gerichtsschreiber-Adjunktin am Kantonsgericht, angestellt worden.

3. Die Bezirksgerichte

a) Allgemeines

Die Anzahl der bei den Bezirksgerichten anhängig gemachten Zivilsachen ist gegenüber dem Jahr 2003 um 8 % gestiegen (2003: 647; 2004: 701), während die Anzahl der bei den Zivilgerichtspräsidenten einregistrierten Fälle um 10 % gestiegen ist (2003: 7290; 2004: 8027). Auch die Anzahl der Eheschutzverfahren hat weiter zugenommen (2001: 142; 2002: 191; 2003: 236; 2004: 277).

Die Anzahl der in die Zuständigkeit der Strafgerichte fallenden Angelegenheiten ist gegenüber dem Jahr 2003 um 25 % gestiegen (2003: 184; 2004: 231), während die Anzahl der in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallenden Angelegenheiten um 10 % gestiegen ist (2003: 909; 2004: 1005). Die Anzahl der von den Strafgerichten abzuurteilenden Personen in Untersuchungshaft nimmt zu; diese Angelegenheiten sind vordringlich anzusetzen, was die Behandlung anderer Angelegenheiten verzögert.

Die Arbeitslast der Gerichte bleibt hoch.

b) Zwischen der Einregistrierung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

Urteilender Richter	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Strafgericht	4	63	54	35	13	3	172
Polizeirichter	111	442	378	93	18	4	1046

Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Familienrecht	21	68	56	81	68	37	331
Klagen aus Vertrag	1	24	41	31	38	25	160

Präsident Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	2	55	303	134	24	4	522
Eheschutzmassnahmen	26	149	52	194	12	5	438
Vermögensrechtliche Streitsachen (Art. 139 GOG)	16	143	154	47	4	5	369
Rechtsöffnung	725	2845	27	3	2	4	3606

Gewerbegerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Präsident	18	89	36	20	10	7	180
Kammer	7	58	29	20	8	1	123

Die Bemerkungen, die im Zusammenhang mit den vom Kantonsgericht abgeurteilten Angelegenheiten angebracht wurden (Ziff. 2.1 Bst. a hievor), haben auch hier Gültigkeit. Aus der Tabelle ergibt sich insbesondere, dass 89 % der in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallenden Angelegenheiten innert sechs Monaten nach ihrer Einregistrierung und 98 % innert eines Jahres abgeurteilt werden. Was das Strafgericht betrifft, so werden 90 % der in dessen Zuständigkeit fallenden Angelegenheiten binnen Jahresfrist abgeurteilt. In Zivilsachen werden 68 % der Angelegenheiten aus dem Bereich des Familienrechts, welche in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, innert eines Jahres erledigt und 88 % innert zwei Jahren. Von den Eheschutzmassnahmen, welche in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, werden 52 % innert sechs Monaten erledigt und 96 % innert eines Jahres. Schliesslich werden jene geldwerten Streitsachen, welche in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, in 84 % der Fälle innert sechs Monaten und in 97 % der Fälle innert eines Jahres erledigt.

c) Bezirksgericht der Saane

Das Kantonsgericht hat Gerichtspräsident Pascal Terrapon ab dem 1. Juli 2004 an Stelle von Gerichtspräsident Pierre-Emmanuel Esseiva, der zurückgetreten ist, zum Präsidenten der Gewerbekammer ernannt. Weiter hat es Gerichtspräsident François-Xavier Audergon ab dem 1. Februar 2004 zum stellvertretenden Präsidenten dieser Kammer ernannt.

Herr Pascal Brouchoud, Chefgerichtsschreiber des Bezirksgerichts der Saane seit 1978 und Gerichtsschreiber des Präsidenten der Gewerbekammer, ist in den frühzeitigen Ruhestand getreten. Herr Brouchoud hat sich seinem Amt während 27 Dienstjahren mit viel Hingabe gewidmet. Das Kantonsgericht spricht ihm seinen Dank aus und entbietet ihm für den Ruhestand seine besten Wünsche.

Herr Brouchoud wurde durch Herrn Frédéric Oberson, bislang Gerichtsschreiber-Adjunkt, ersetzt.

Aufgrund der beträchtlichen Zunahme der anhängig gemachten Angelegenheiten, insbesondere beim Strafgericht, ersuchen die Gerichtspräsidenten um zusätzliches Personal. Das Bezirksgericht der Saane zählt acht Gerichtspräsidenten und rund 30 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter. Anlässlich des Wechsels des Präsidenten der Gewerbekammer und des Rücktritts von Chefgerichtsschreiber Brouchoud hat das Kantonsgericht das Bezirksgericht der Saane ab Ende 2003 gebeten, sich folgende Gedanken zu machen: einerseits über die Notwendigkeit, die gesamte Gerichtsschreiberei im Hinblick auf einen besseren Einsatz der Arbeitskräfte neu zu organisieren, sowie andererseits über die allfälligen Verbesserungen im Bereich der gesamten Verwaltung des Gerichts (Zivil- und Strafabteilung). Eine Abordnung beider Gerichte hat sich am 25. März 2004 getroffen. Das Kantonsgericht hat insbesondere verlangt, dass das Pflichtenheft des neuen Chefgerichtsschreibers den aktuellen Umständen angepasst wird. Die Überlegungen zur Organisation des Bezirksgerichts sind weiterzuführen; daraus könnte sich die Notwendigkeit ergeben, zusätzliches Personal anzustellen.

Die Strafgerichtspräsidenten Pierre-Emmanuel Esseiva und Nicolas Ayer teilten die einregistrierten Angelegenheiten im Wesentlichen unter sich auf, da Gerichtspräsident André Waeber den grössten Teil seiner Zeit den Angelegenheiten des Wirtschaftsstrafgerichts und des Bezirksgerichts des Sees widmen musste.

d) Bezirksgericht der Sense

Die Lage ist auch im Jahr 2004 sehr angespannt geblieben (vgl. die Rechenschaftsberichte für das Jahr 2000, S. 30, für das Jahr 2001, S. 32, für das Jahr 2002, S. 30, und für das Jahr 2003, S. 32). Die Gerichtspräsidenten stellen fest, dass in der Ansetzung und Behandlung der Angelegenheiten wie auch bei der Urteilsredaktion bedeutende Rückstände entstehen, die in naher Zukunft nicht abgebaut werden können. Die beantragte Erhöhung der Anzahl Gerichtsschreiber-Stellen wurde im Jahr 2004 nicht gewährt.

e) Bezirksgericht der Glane

Nachdem die seit 40 Jahren angestellte Buchhaltungssekretärin der Gerichtsschreiberei im Herbst 2003 zwangsweise aus dem Staatsdienst ausgeschieden war, mussten der Gerichtspräsident und der Gerichtsschreiber eine Umgestaltung der Gerichtsschreiberei vornehmen. Sie wurden dabei von der Sicherheits- und Justizdirektion sowie vom Finanzinspektorat unterstützt. Die geeigneten Massnahmen im Bereich Buchhaltung wurden getroffen (Kontrolle der Buchhaltung, der Kasse und der Unterschriften).

f) Die übrigen Bezirksgerichte und das Wirtschaftsstrafgericht geben zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

4. Das Untersuchungsrichteramt

In seinem Bericht hält der Präsident des Amtes fest, dass 78 % der im Jahr 2004 eröffneten Verfahren erledigt werden konnten. Während Ende 2003 190 alte – d. h. seit mehr als einem Jahr eröffnete – Untersuchungen hängig waren, belief sich deren Anzahl per Ende 2004 auf 208, wovon 2 Untersuchungen vor dem 31. Dezember 1997 eröffnet worden waren; diese sollten im Jahr 2005 abgeschlossen werden können.

Beim Untersuchungsrichteramt wurden im Jahr 2003 17'823 Angelegenheiten anhängig gemacht, was im Vergleich zum Jahr 2003 (16'475) einer Erhöhung um 7,5 % entspricht. Die Anzahl der hängigen Angelegenheiten hat sich von 3211 per Ende 2003 auf 2541 per Ende 2004 vermindert. Die Untersuchungsrichter haben 507 Nichtanhandnahmeverfügungen (2003: 381), 234 Nichtweiterverfolgungsverfügungen betreffend identifizierte Täter (2003: 264), 577 Einstellungsverfügungen (2003: 521), 8 Abschlussverfügungen zuhanden der Strafkammer (2003: 7), 336 Überweisungsverfügungen an den Strafrichter (2003: 263) und 7211 Strafbefehle (2003: 5734) erlassen, wovon 438 mit Einsprache angefochten wurden (2003: 403). Weiter haben sie 2490 Bussenumwandlungen vorgenommen (2003: 1230) und 109 Rechtshilfebegehren aus dem In- und Ausland ausgeführt (2003: 98). Zudem haben sie in 363 Fällen Untersuchungshaft angeordnet (2003: 334); dies entspricht gesamthaft 24'105 Hafttagen, was im Vergleich zum Jahr 2003 (15'635) eine Erhöhung um 54 % darstellt.

Im Durchschnitt ist jeder Richter ständig mit 348 Angelegenheiten befasst, was im Vergleich zum Vorjahr (317) eine Erhöhung um 10 % darstellt. Der Präsident des Amtes hält erneut fest, dass eine derart hohe Arbeitslast eine rasche Behandlung der Angelegenheiten, insbesondere der alten, verunmöglicht. Zudem leistet jeder Richter sechs Wochen im Jahr Bereitschaftsdienst und übernimmt zusätzlich einen subsidiären Bereitschaftsdienst von ebenfalls sechs Wochen, Wochenenden inbegriffen. Ein Richter, dem besondere Angelegenheiten zugeteilt werden, ist von diesem Dienst dispensiert.

Obwohl die Untersuchungsrichter Generalisten bleiben möchten, spezialisieren sie sich weiterhin zusehends.

Die Zunahme der Anzahl anhängig gemachter Angelegenheiten, der Anzahl der den einzelnen Richtern zugeteilten Angelegenheiten und der Anzahl alter Angelegenheiten sowie insbesondere das baldige Inkrafttreten des revidierten Allgemeinen Teils des Schweizerischen Strafgesetzbuchs macht gemäss dem Präsidenten des Amtes die Schaffung einer zehnten Richterstelle unerlässlich. Seit dem Jahr 2004 verfügt jeder Richter über einen Gerichtsschreiber in Vollzeitstellung.

Als Folge der Bemerkungen, die das Kantonsgericht anlässlich der jährlichen Inspektion angebracht hatte, hat das Amt bezüglich der Abfassung der Haftberichte bestimmte, für alle Untersuchungsrichter geltende Grundsätze verabschiedet.

Die von den Untersuchungsrichtern angeordneten Gutachten kosteten im Jahr 2004 333'000 Franken, wovon ca. 70'000 Franken für die psychiatrischen Gutachten. Gegenüber dem Jahr 2003 sind die Kosten für psychiatrische Gutachten deutlich zurückgegangen (Gutachten für gesamthaft 408'000 Franken, wovon 130'000 Franken für psychiatrische Gutachten).

5. Die Friedensgerichte und die Führung der Vormundschaft

a) Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts übt die Oberaufsicht aus über die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte (Art. 7 GOV); diesen obliegt die Aufsicht über die Verwaltung des Vormundschaftswesens in ihrem Bezirk (Art. 4 GOV). Das Kantonsgericht hat im Saanebezirk das Friedensgericht des 4. Kreises in Freiburg, im Greyerzbezirk die Friedensgerichte des 1. und 7. Kreises in Greyerz und Haut-Intyamon, im Seebezirk das Friedensgericht des 1. Kreises in Misery-Courtion, im Glanebezirk das Friedensgericht des 3. Kreises in Rue sowie im Vivisbachbezirk die Friedensgerichte des 1. und 2. Kreises in Semsales und Châtel-St-Denis inspiziert.

Diese Inspektionen haben dem Kantonsgericht erlaubt festzustellen, dass die Friedensgerichte gut geführt sind. Soweit dies notwendig war, hat das Kantonsgericht Anweisungen erteilt.

b) Einige Gemeinden beantragen immer noch die Anordnung vormundschaftlicher Massnahmen gegenüber Personen, die ihre Steuern oder Krankenkassenprämien nicht bezahlen. Das Nichtbezahlen derartiger Schulden ist für sich allein genommen kein Grund, um einer Person einen Vormund, Beirat oder Beistand zu bestellen. Da die Anträge der Gemeinden meistens unbegründet sind, bewirken sie eine unnötige Arbeitsüberlastung.

c) Ein Friedensgericht verzeichnet in seinem Bericht eine stete Zunahme von jungen Erwachsenen, die sich aufgrund der Marktangebote im Bereich der Mobiltelefonie, von Leasingverträgen für Fahrzeuge der gehobenen Klasse und des Gebrauchs von Kreditkarten zur Bezahlung von Ferien und Freizeitvergnügen in grossen finanziellen Schwierigkeiten befinden; auch ein konjunkturabhängiger Arbeitsplatz und das regelmässige Überziehen des Lohnkontos tragen zu dieser Sachlage bei. In gewissen Fällen ist der Gang zur Fürsorge vorprogrammiert, und es stellt sich die Frage, wie lange die Allgemeinheit noch bereit und in der Lage ist, die notwendigen finanziellen Mittel zu Verfügung zu stellen, um diesen hoch verschuldeten Personen zu helfen.

d) Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat beim Lesen der Statistik der Schweizer Vormundschaftsbehörden für das Jahr 2003 festgestellt, dass im Kanton Freiburg verglichen mit anderen Kantonen sehr viele Entmündigungen und Beistandschaften auf eigenes Begehren ausgesprochen werden. Sie hat deshalb die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte ersucht, den Friedensgerichten die gesetzlichen Voraussetzungen für die Anordnung dieser Massnahmen in Erinnerung zu rufen.

e) Die Friedensgerichte melden weiterhin zahlreiche elterliche Konflikte im Zusammenhang mit der Ausübung des Besuchsrechts. Diese Konflikte sind oft schwierig zu schlichten, insbesondere aufgrund der Sprache, der Mentalität oder der Konfession der Eltern ausländischer Herkunft.

f) In einigen Kreisen werden anstelle der im Gesetz vorgesehenen Erbbescheinigung noch Erbenausweise ausgestellt. Die Konferenz der Friedensgerichte hat nun beschlossen, dieser Praxis ein Ende zu setzen. Sie hat ebenfalls entschieden, dass das Friedensgericht des 4. Kreises des Saanebezirks in Freiburg inskünftig alle Akten betreffend unbegleitete minderjährige Asylbewerber bearbeiten wird. Die Konferenz hat zudem mit Genugtuung davon Kenntnis genommen, dass die Sicherheits- und Justizdirektion eine Erhöhung der Entschädigung der Mitglieder der Friedensgerichte verfügt hat. Sie hat sich mit der Frage befasst, ob die Erwerbseinkommen der

Vormunde und Beistände systematisch der AHV angegeben werden müssen. Die Vorsitzende und die Koordinatorin des Point Rencontre haben den Mitgliedern der Konferenz diesen Verein vorgestellt.

Der kantonalen Aufsichtsbehörde ist daran gelegen, die gute Arbeit der Konferenz der Friedensgerichte hervorzuheben.

g) Am 30. November 2004 hat der Staatsrat dem Grossen Rat seinen Bericht zum Postulat Ropraz und Boivin über die Neuorganisation der Friedensgerichte unterbreitet. Er schlägt die Reduzierung der Anzahl der Friedensgerichtskreise von 29 auf 8 (einen für die Stadt Freiburg, einen für Saane Land sowie einen pro Bezirk), die Anstellung von ständigem Personal für jeden Kreis mit einem minimalen Beschäftigungsgrad von 50 % (für die Stellen des Friedensrichters und des Gerichtsschreibers) und in jedem Kreis die Anstellung eines Gerichtsschreibers mit juristischer Ausbildung vor. Nachdem der Grosse Rat diesem Bericht zugestimmt hat, wird der Staatsrat nun einen Gesetzesentwurf auszuarbeiten haben.

h) Eine aus Vertretern des Kantonsgerichts, der Konferenz der Friedensgerichte, der Sicherheits- und Justizdirektion sowie der Vormunde zusammengesetzte Arbeitsgruppe erstellt in Zusammenarbeit mit der Freiburger Hochschule für Soziale Arbeit ein Ausbildungsprogramm für die Mandatsträger im Bereich des Vormundschaftswesens und die Mitglieder der Friedensgerichte.

6. Die fürsorgerische Freiheitsentziehung

a) Gemäss dem Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFEG) übt die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts die Oberaufsicht über die Aufsichtskommission aus (Art. 7 GOV); diese übt die allgemeine Aufsicht über die angeordneten Einweisungen und Massnahmen aus und nimmt die gerichtliche Beurteilung in erster Instanz vor (Art. 16 und 18 FFEG). Präsident der Kommission ist Louis Sansonnens, Gerichtspräsident des Greyerzbezirks; die drei Stellvertreter sind Reinold Raemy, Gerichtspräsident des Sensebezirks, Philippe Vallet, Gerichtspräsident des Greyerzbezirks, und Peter Rentsch, Gerichtspräsident des Sensebezirks. Die Kommission verfügt für ihre Tätigkeit über die Gerichtsschreiberei des Bezirksgerichts des Greyerzbezirks.

b) Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat am 9. Dezember 2004 und 7. Januar 2005 eine Inspektion der Aufsichtskommission vorgenommen. Im Jahr 2004 wurden 400 fürsorgerische Freiheitsentziehungen angeordnet. Die Kommission hat in 50 Fällen eine gerichtliche Beurteilung vorgenommen. In vielen Fällen erfolgte die Einweisung wegen Geisteskrankheit. Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat den Präsidenten der Aufsichtskommission ersucht, die Überprüfung der Einweisungen effizienter zu organisieren.

c) Nachdem drei Ärzte als Beisitzer der Aufsichtskommission zurückgetreten sind, hat das Wahlkollegium am 13. Dezember 2004 nur eine dieser Stellen wieder besetzen können. Bei dieser Gelegenheit hat die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts die Sicherheits- und Justizdirektion auf die Notwendigkeit hingewiesen, diese offenen Stellen vordringlich zu besetzen, um zu vermeiden, dass die im Amt verbliebenen Ärzte zu oft tagen müssen und sie dies aufgrund der daraus entstehenden Arbeitsüberlastung und der geringfügigen Entschädigung ablehnen könnten.

d) Die Kommission erinnert daran, dass sie der Sicherheits- und Justizdirektion im Jahr 2003 vorgeschlagen hatte, die Schaffung einer Psychiatrieabteilung im Kantonsspital zu prüfen. Ebenfalls hatte sie auf die Notwendigkeit hingewiesen, eine dem Tannenhof vergleichbare Anstalt für Frauen zu schaffen. Die im Jahr 2004 vorgenommene Inspektion der Kommission hat bestätigt, dass diese Vorschläge nach wie vor aktuell sind.

7. Die Jugendstrafkammer

7.1. Allgemeines

a) Nach 16 Dienstjahren ist der Chefgerichtsschreiber der Jugendstrafkammer, Herr Gérard Demierre, zum ersten Jugendmediator des Kantons Freiburg ernannt worden.

b) Die Mediation ist im Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht verankert (ursprünglich vorgesehenes Inkrafttreten am 1. Januar 2006). Sie wird auch im Vorentwurf für eine Schweizerische Strafprozessordnung erwähnt.

Die Mediation ist ein neuer Ansatz der Problemlösung ohne allzu grosse Intervention der Justiz. Es handelt sich um ein vom Strafverfahren losgelöstes Verfahren, welches insbesondere eine interessante Alternative zu Strafen – namentlich zu Freiheitsstrafen – anbietet. Gleichzeitig stellt die Mediation eine Hilfe für die Opfer von Straftaten wie auch für die Täter dar, besteht doch ihr Ziel in der Wiedergutmachung und der Wiederherstellung der sozialen Kontakte.

Gemäss Europarat versteht man unter Strafmediation "ein Verfahren, das Opfer und Täter erlaubt, unter Mitwirkung einer unparteilichen Drittperson – dem Mediator – aus eigenem Antrieb aktiv an der Beilegung der Straftat oder der durch sie ausgelösten Fragen mitzuwirken". Dieser Ansatz kann verschiedene Formen annehmen, die oft miteinander verbunden werden: ein Meinungsaustausch zwischen Opfer und Täter, der ihnen erlaubt, sich besser zu verstehen (a); eine Entschuldigung verbunden mit der Bereitschaft des Täters, den verursachten Schaden wieder gutzumachen, indem er das Opfer entschädigt (b); die Bereitschaft des Täters, sich anderweitig zu verpflichten, beispielsweise gemeinnützige Arbeit zu leisten oder an einem Wiedereingliederungsprogramm teilzunehmen ["indirekte Wiedergutmachung"] (c); die Beilegung sämtlicher Streitigkeiten zwischen Opfer und Täter oder zwischen ihren Familien oder Freunden (d); ein zwischen Täter und Opfer vereinbartes Strafen- oder Massnahmenprogramm, das dem Gericht in Form eines Strafvorschlags unterbreitet wird (e).

Der Kanton Freiburg hat als erster Kanton in diesem Bereich ein Gesetz erlassen und ein staatliches System der Strafmediation für Jugendliche geschaffen. Das kantonale Gesetz über die Jugendstrafrechtspflege hat die Mediation am 1. Juli 2002 eingeführt. Die Verordnung vom 16. Dezember 2003 über die Mediation in der Jugendstrafrechtspflege (JSRMV) ist am 1. Januar 2004 in Kraft getreten. Das Büro für Mediation, das administrativ dem Amt für Justiz zugewiesen ist, hat seine Tätigkeit am 1. November 2004 aufgenommen und verfügt zurzeit über zwei Mediatoren in Teilzeitanstellung.

Da die Mediation in jedem Stadium des Verfahrens zum Einsatz kommen kann, sollte sie zu einer Entlastung der Jugendstrafkammer führen.

7.2. Bemerkungen zur Statistik

Aus dem Rechenschaftsbericht für das Jahr 2003 ging hervor, dass die Anzahl der delinquierenden Mädchen erstmals mehr als 300 betrug (303). Dieses Problem bleibt weiterhin aktuell, da die Anzahl der delinquierenden Mädchen im Jahr 2004 weiter zugenommen hat (314). Der Präsident weist darauf hin, dass die Umsetzung des interkantonalen Konkordats über den Vollzug von Einschliessungsstrafen an Jugendlichen in den französischsprachigen Kantonen wichtig und dringend ist. Dieses Konkordat sieht namentlich die Eröffnung eines geschlossenen Heims für weibliche Jugendliche in Schwierigkeiten vor.

Zahlreiche vor der Kammer anhängig gemachte Angelegenheiten (mindestens 10 pro Person) gehen auf das Konto von rund 20 minderjährigen Wiederholungstätern. So laufen momentan gegen einen einzigen Jugendlichen mehr als 30 Verfahren. Einige Jugendliche können nicht unverzüglich abgeurteilt werden, weil sie vorläufig untergebracht werden, sei es zur Beobachtung oder weil sie weggelaufen sind.

Der Präsident weist auf einen deutlichen Rückgang der strafbaren Handlungen gegen das Vermögen hin. So ist die Anzahl der Diebstähle, der versuchten Diebstähle, der Gehilfenschaften zum Diebstahl, der geringfügigen Diebstähle, der Raube und der Erpressungen spürbar zurückgegangen. Dies könnte mit der Verhaftung mehrerer Rädelsführer zusammenhängen, die in einigen Fällen vorläufig untergebracht oder zur Beobachtung in eine Institution eingewiesen worden sind; indem man den Anführer ausser Gefecht setzt, mindert man auch den deliktischen Eifer der übrigen Gruppenmitglieder.

8. Die Betreibungsämter und das Konkursamt

a) Die Betreibungsämter

Die Geschäftsführung der Betreibungsämter im Kanton gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

Die Entwicklung der Betreibungen und Konkurse im Kanton kann dem statistischen Teil entnommen werden.

b) Das Konkursamt

Bei seiner jährlichen Inspektion des Amts hat das Kantonsgericht festgestellt, dass der Konkurs mehrerer Gesellschaften trotz erfolgter Eröffnung nicht im informatisierten Handelsregister eingetragen war. Es hat ebenfalls festgestellt, dass in einigen Fällen der im Betreuungskreis des Hauptsitzes einer Gesellschaft eröffnete Konkurs im Auszug der Zweigniederlassung der Gesellschaft nicht verzeichnet war.

Das Kantonsgericht hat die Aufsichtsbehörde über das Handelsregister – die Volkswirtschaftsdirektion – auf die Bedeutung der Verlässlichkeit der im Internet veröffentlichten Handelsregisterangaben hingewiesen; dies gilt insbesondere für die Betreibungsämter, die gemäss den Richtlinien der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer des Bundesgerichts seit dem 1. Januar 2005 auf die im Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs vorgeschriebene Führung von eigenen Verzeichnissen der in ihrem Kreis wohnenden, der Konkursbetreibung unterliegenden Personen verzichten können.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freiburg, 9. März 2005

Der Gerichtsschreiber

HENRI ANGELOZ

Der Präsident

ALEXANDRE PAPAUX

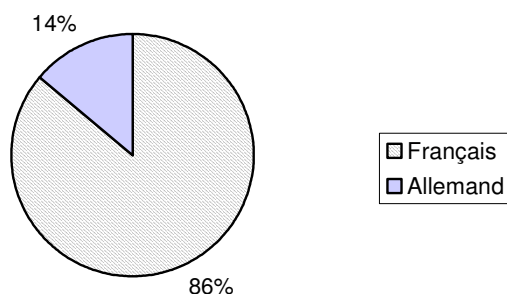
PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

A. Tribunal cantonal *Kantonsgericht*

Langue des affaires liquidées / *Sprache der erledigten Angelegenheiten*

Le Tribunal cantonal ou l'une de ses sections ont liquidé 2061 affaires en 2004, dont 1776 en français et 285 en allemand.

Das Kantonsgericht oder eine seiner Abteilungen haben im Jahre 2004 2061 Angelegenheiten erledigt, davon 1776 auf Französisch und 285 auf Deutsch.



1. 1^e Cour d'appel civil *I. Zivilappellationshof*

En 2004, 86 recours ont été interjetés (2003: 108; 2002: 60; 2001: 71; 2000: 70). La Cour a rendu 97 arrêts (2003: 83; 2002: 63; 2001: 73; 2000: 64).

2004 wurden 86 Berufungen eingereicht (2003: 108; 2002: 60; 2001: 71; 2000: 70). Der I. Zivilappellationshof hat 97 Entscheide gefällt (2003: 83; 2002: 63; 2001: 73; 2000: 64).

Depuis le 1^{er} juillet 2004, les jugements de mesures protectrices de l'union conjugale peuvent faire l'objet d'un recours au tribunal civil d'arrondissement avant d'être portés en appel.

Seit dem 1. Juli 2004 können Urteile über Eheschutzmassnahmen zuerst mit Beschwerde an das Bezirkszivilgericht und anschliessend mit Berufung angefochten werden.

Au 31 décembre 2004, 63 causes étaient pendantes (2003: 74; 2002: 48; 2001: 51; 2000: 54). Elles dataient de 2003 (11), 2004 (52).

Am 31. Dezember 2004 waren 63 Angelegenheiten hängig (2003: 74; 2002: 48; 2001: 51; 2000: 54). Sie stammen aus den Jahren 2003 (11), 2004 (52).

Récapitulation / Zusammenfassung

Recours reportés de 2003 à 2004 / Von 2003 auf 2004 übertragene Berufungen	74
Recours déposés en 2004 / 2004 eingereichte Berufungen	86
Recours liquidés en 2004 / 2004 erledigte Berufungen	97
Recours reportés en 2004 / auf 2004 übertragene Berufungen	63
Total	160 160

Le sort suivant a été réservé aux recours:

Die Berufungen nahmen folgenden Ausgang:

Admis / Gutheissung	12
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	17
Rejetés / Abweisung	40
Irrecevables / Nichteintreten	12
Retirés / Rückzug	9
Transaction / Vergleich	6
Sans objet / Gegenstandslos	1
Total	97

Nature des affaires / Rechtsgebiete

Droit des personnes / Personenrecht	1
Droit de la famille / Familienrecht	55
dont divorces / davon Ehescheidungen	19
Droit de la tutelle / Vormundschaftsrecht	4
Droit des successions / Erbrecht	5
Droits réels / Sachenrecht	7
Droit des obligations / Obligationenrecht	19
Divers / Verschiedenes	6
Total	97

Par arrondissements / Nach Bezirken

Sarine / Saane	32
Singine / Sense	14
Gruyère / Greyerz	13
Lac / See	12
Glâne / Glane	2
Broye / Broye	14
Veveyse / Vivisbach	10
Total	97

2. II^e Cour d'appel civil II. Zivilappellationshof

En 2004, 196 causes ont été inscrites au rôle (2003: 153; 2002: 138; 2001: 126; 2000: 151), dont 188 recours, 4 actions et 4 causes relevant du droit de l'arbitrage.

2004 wurden 196 Angelegenheiten anhängig gemacht (2003: 153; 2002: 138; 2001: 126; 2000: 151), davon 188 Berufungen, 4 Klagen und 4 Angelegenheiten aus dem Bereich des Schiedsgerichtsbarkeitsrechts.

La Cour ou son président ont rendu 189 arrêts (2003: 146; 2002: 130; 2001: 139; 2000: 158).

Der II. Zivilappellationshof oder sein Präsident haben 189 Entscheide gefällt (2003: 146; 2002: 130; 2001: 139; 2000: 158).

Au 31 décembre 2004, 53 causes étaient pendantes (2003: 46; 2002: 39; 2001: 32; 2000: 45). Elles dataient de 2001 (1), 2003 (1) et 2004 (51).

Am 31. Dezember 2004 waren 53 Angelegenheiten hängig (2003: 46; 2002: 39; 2001: 32; 2000: 45). Sie stammen aus den Jahren 2001 (1), 2003 (1) und 2004 (51).

Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2003 à 2004 / Von 2003 auf 2004 übertragene Verfahren	46
Causes introduites en 2004 / 2004 eingereichte Verfahren	196
Causes liquidées en 2004 / 2004 erledigte Verfahren	189
Causes reportées en 2005 / auf 2005 übertragene Verfahren	53
Total	<hr/> 242 242

Autorité de recours / Berufungsinstanz

La Cour s'est prononcée sur 177 recours en appel qui ont reçu le sort suivant :

Der II. Zivilappellationshof hat 177 Berufungen behandelt, welche folgenden Ausgang nahmen:

Admis / Gutheissung	41
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	9
Rejetés / Abweisung	82
Irrecevables / Nichteintreten	32
Retirés / Rückzug	7
Sans objet / Gegenstandslos	5
Transaction / Vergleich	1
Total	<hr/> 177

Nature des affaires / Rechtsgebiete

Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	35
Prud'hommes / <i>Gewerbegerichtbarkeit</i>	33
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	17
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	82
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	33
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	45
Divers / <i>Verschiedenes</i>	10
Total	<hr/> 177

Par arrondissements / Nach Bezirken

Sarine / <i>Saane</i>	87
Singine / <i>Sense</i>	12
Gruyère / <i>Greyerz</i>	29
Lac / <i>See</i>	20
Glâne / <i>Glane</i>	3
Broye / <i>Broye</i>	14
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	12
Total	<hr/> 177

Instance unique / Einzige Instanz

La Cour a rendu 6 arrêts / *Der II. Zivilappellationshof hat 6 Entscheide gefällt.*

Divers / Verschiedenes

La Cour a statué sur deux recours en nullité contre une sentence arbitrale.

Der II. Zivilappellationshof hat zwei gegen einen Schiedsspruch gerichtete Nichtigkeitsbeschwerden behandelt.

3.

Chambres des poursuites et faillites Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

En 2004, 108 causes ont été introduites (2003: 89; 2002: 115; 2001: 128; 2000: 117).

2004 wurden 108 Verfahren eingeleitet (2003: 89; 2002: 115; 2001: 128; 2000: 117).

La Chambre a rendu 107 décisions (2003: 94; 2002: 115; 2001: 126; 2000: 114).

Die Kammer hat 107 Entscheide gefällt (2003: 94; 2002: 115; 2001: 126; 2000: 114).

Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2003 à 2004 / <i>Von 2003 auf 2004 übertragene Verfahren</i>	10
Causes introduites en 2004 / <i>2004 eingereichte Verfahren</i>	108
Causes liquidées en 2004, dont 98 plaintes / <i>2004 erledigte Verfahren, davon 98 Beschwerden</i>	107
Causes reportées en 2005 / <i>auf 2005 übertragene Verfahren</i>	11
Total	118 118

Les plaintes liquidées l'ont été de la manière suivante :
Die erledigten Beschwerden nahmen folgenden Ausgang:

Admises / <i>Gutheissung</i>	8
Partiellement admises / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4
Rejetées / <i>Abweisung</i>	51
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	16
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	13
Retirées / <i>Rückzug</i>	6
Total	98

Temps écoulé entre le dépôt de la plainte et l'arrêt de la Chambre:
Zeitraum zwischen Eingang der Beschwerde und Entscheid der Kammer:

1 à 15 jours	<i>1 bis 15 Tage</i>	26
15 jours à 1 mois	<i>15 Tage bis 1 Monat</i>	34
1 à 2 mois	<i>1 bis 2 Monate</i>	23
Plus de 2 mois	<i>mehr als 2 Monate</i>	15
Total		98

Les 98 plaintes liquidées étaient dirigées contre des décisions rendues par :
Die 98 erledigten Beschwerden richteten sich gegen Entscheide von:

Offices des poursuites	<i>Betreibungsämter</i>	93
Office des faillites	<i>Konkursamt</i>	4
Administration spéciale de la faillite	<i>Ausseramtliche Konkursverwaltung</i>	1
Total		98

Elles se répartissent ainsi :

Sie teilen sich wie folgt auf:

1. Poursuites / Betreibungen

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Admises <i>Gutheissung</i>	Partiellement admises <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetées <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nicht- eintreten</i>	Sans objet <i>Gegen- standslos</i>	Retirées <i>Rückzug</i>	Total <i>Total</i>
Sarine / <i>Saane</i>	6	1	20	9	7	5	48
Singine / <i>Sense</i>	0	1	8	1	2	1	13
Gruyère / <i>Greyerz</i>	1	0	9	3	1	0	14

Lac / See	0	0	3	1	2	0	6
Glâne / Glane	0	1	2	0	1	0	4
Broye / Broye	0	0	2	0	0	0	2
Veveyse / Vivisbach	1	1	3	1	0	0	6
Total / Total	8	4	47	15	13	6	93

2. Faillites / Konkurse

Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	0	0	3	1	0	0	4
Administration spéciale de la faillite Ausseramtliche Konkurs- verwaltung	0	0	1	0	0	0	1
Total général Gesamttotal	8	4	51	16	13	6	98

En outre, la Chambre a rejeté 4 demandes de restitution de délai (art. 33 al. 4 LP).

Weiter hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer 4 Gesuche um Wiederherstellung der Frist (Art. 33 Abs. 4 SchKG) abgewiesen.

Elle s'est prononcée sur 1 demande de nouvelle estimation (art. 9 al. 2 ORFI).

Sie hat über 1 Gesuch um neue Schätzung (Art. 9 Abs. 2 VZG) entschieden.

Elle a pris 2 décisions en matière de réalisation de parts de communautés.

Sie hat 2 Entscheide im Bereich der Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen getroffen.

Enfin, dans 1 faillite, elle a fixé la rémunération de l'administration spéciale.

Schliesslich hat sie in 1 Konkursverfahren die Entschädigung der ausseramtlichen Konkursverwaltung festgesetzt.

Statistiques des poursuites et des faillites dans le canton en 2004 / Statistik der Schuldbetreibungs- und Konkursachen im Kanton für 2004

Poursuites / *Betreibungen*

93'336 poursuites ont été introduites en 2004 (2003: 87'755; 2002: 77'250; 2001: 84'861; 2000: 81'418).

Im Jahre 2004 wurden 93'336 Betreibungen eingeleitet (2003: 87'755; 2002: 77'250; 2001: 84'861; 2000: 81'418).

Elles se répartissent ainsi :

Sie teilen sich wie folgt auf:

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Commandements de payer <i>Zahlungsbefehle</i>	38'371	9'574	15'645	8'929	6'716	8'946	5'155	93'336
Réquisitions de continuer la poursuite <i>Begehren um Fortsetzung der Betreibung</i>	29'126	7'046	10'118	6'676	5'277	7'001	3'880	69'124
Réquisitions de vente <i>Verwertungsbegehren</i>	527	402	387	289	185	135	58	1'983
Ventes mobilières <i>Verwertungen von beweglichen Sachen</i>	4	14	0	2	1	5	0	26
Ventes immobilières <i>Verwertungen von Liegenschaften</i>	20	5	6	2	7	6	1	47
Réalisations forcées chez des agriculteurs <i>Zwangsverwertungen bei Landwirten</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	68'048	17'041	26'156	15'898	12'186	16'093	9'094	164'516

Il paraît intéressant de reproduire la statistique des poursuites engagées en 2004 **dans l'arrondissement de la Sarine**, ainsi que, pour ce même arrondissement, la statistique concernant l'enregistrement des pactes de réserve de propriété.

Von Interesse erscheint die Statistik 2004 der im Saanebezirk eingeleiteten Betreibungen sowie der in diesem Bezirk eingetragenen Eigentumsvorbehalte.

a) **Statistique des opérations de l'office**
Statistik der Handlungen des Betreibungsamtes

	2003	2004
Poursuites engagées / <i>eingeleitete Betreibungen</i>	36'198	38'371
Réquisitions de continuer / <i>Fortsetzungsbegehren</i>	26'568	29'126
Saisies exécutées / <i>Vollzogene Pfändungen</i>	8'712	10'883
Comminations de faillite / <i>Konkursandrohungen</i>	1'037	1'057
Actes de défaut de biens définitifs / <i>Definitive Verlustscheine</i>	13'260	14'922
Prises d'inventaire (loyer) / <i>Retentionsverzeichnisse (Miete)</i>	88	70
Séquestres / <i>Arrest</i>	6	10
Ventes exécutées / <i>Vollzogene Verwertungen</i>		
- mobilières - <i>bewegliche Sachen</i>	8	4
- immobilières - <i>Liegenschaften</i>	25	20
Réserves de propriété / <i>Eigentumsvorbehalte</i>	78	68
Renseignements / <i>Auskünfte</i>	20'687	21'612
Réquisitions de vente / <i>Verwertungsbegehren</i>	508	527

b) **Statistique des poursuites engagées**
Statistik der eingeleiteten Betreibungen

	2003	2004
Impôts / <i>Steuern</i>	10'956	12'002
Fournisseurs / <i>Lieferanten</i>	9'161	11'136
A.V.S. / <i>AHV</i>	2'228	2'304
Frais judiciaires / <i>Gerichtskosten</i>	374	348
Amendes et taxes diverses / <i>Bussen und verschiedene Gebühren</i>	1'217	1'119
Loyers, fermages / <i>Miete, Pacht</i>	874	912
Prises d'inventaire / <i>Aufnahme Güterverzeichnis</i>	88	76
Cotisations syndicales / <i>Gewerkschaftsbeiträge</i>	97	67
Assurances diverses / <i>Verschiedene Versicherungsbeiträge</i>	11'731	11'973
Banques / <i>Banken</i>	833	908
Réalizations de gages mobiliers et immobiliers / <i>Verwertung von Fahrnis- und Grundpfandrechten</i>	227	170
Honoraires de médecins, frais d'hôpitaux, pharmacies / <i>Honorare von Ärzten, Spitalkosten, Apotheken</i>	1'085	1'149
Honoraires d'avocats / <i>Anwaltshonorare</i>	103	148
Pensions alimentaires / <i>Unterhaltsbeiträge</i>	132	130
Effets de change / <i>Wechselbetreibungen</i>	2	1
Indemnités, réparation de dommages / <i>Entschädigungen, Schadenersatz</i>	23	36
Séquestres / <i>Arrest</i>	6	10
Divers / <i>Verschiedenes</i>	42	50

c) **Enregistrement des pactes de réserve de propriété**
Eintragung von Eigentumsvorbehalten

	2003	2004
Mobilier de ménage / <i>Hausrat</i>	0	0
Voitures automobiles / <i>Personenwagen</i>	46	31
Motos, vélomoteurs / <i>Motorräder, Motorfahrräder</i>	0	0
Camions, machines d'entreprises / <i>Lastwagen, Geschäftsmaschinen</i>	2	1
Tracteurs, machines agricoles / <i>Traktoren, Landwirtschaftliche Maschinen</i>	10	14
Radios, grammos, enregistreurs, TV / <i>Radios, Schallplatten-, Kassettengeräte, TV</i>	0	0
Machines et matériels d'agencement pour hôtel, restaurant, magasins / <i>Maschinen und Einrichtungsgegenstände für Hotels, Restaurants, Geschäfte</i>	17	21
Équipement de bureaux / <i>Büroeinrichtungen</i>	1	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0
Total	78	68

Valeur totale des montants garantis figurant sur les contrats enregistrés:

Gesamtwert der gemäss den eingetragenen Verträgen sichergestellten Beträge:

2004: Fr. 19'412'614.95; 2003: Fr. 10'038'902.30; 2002: Fr. 1'834'920.90; 2001: Fr. 3'131'482.70; 2000: Fr. 6'078'958.55; 1999: Fr. 2'928'151.50;

Faillites / Konkurse

392 faillites ont été prononcées en 2004 (2003: 359; 2002: 355; 2001: 316; 2000: 366).

2004 wurden 392 Konkurse eröffnet (2003: 359; 2002: 355; 2001: 316; 2000: 366).

429 faillites ont été liquidées.

429 Konkurse wurden abgeschlossen.

64 faillites antérieures à l'année 2004 ne sont pas liquidées.

64 vor 2004 eröffnete Konkurse sind noch nicht abgeschlossen.

Les faillites prononcées en 2004 se répartissent ainsi:

Die 2004 eröffneten Konkurse verteilen sich wie folgt:

Arrondissements / Bezirke

Sarine / Saane	192
Singine / Sense	40
Gruyère / Greyerz	44
Lac / See	40
Glâne / Glane	23
Broye / Broye	35
Veveyse / Vivisbach	18
Total	392

Procédure suivie / Verfahren:

• Ouvertures de faillite / Konkursöffnungen

Procédure ordinaire / Ordentliches Verfahren	0
Procédure sommaire / Summarisches Verfahren	178
Annulation / Aufhebung	9
Révocation / Widerruf	2
Suspension faute d'actif / <i>Einstellung mangels Aktiven</i>	199
Total	388*

* dans 4 cas, on ignorait encore si la faillite serait liquidée ou suspendue /
in 4 Fällen war noch unklar, ob das Konkursverfahren durchgeführt oder eingestellt wird.

- **Liquidations de faillite / Konkursverfahren**

Procédure ordinaire / <i>Ordentliches Verfahren</i>	0
Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	230
Suspension ultérieure faute d'actif / <i>Spätere Einstellung mangels Aktiven</i>	195
Révocation / <i>Widerruf</i>	4
Total	429

Total des pertes résultant des procédures ordinaires et sommaires:

Gesamtbetrag der Verluste in den ordentlichen und summarischen Verfahren:

2004: Fr. 196'785'689.40; 2003: Fr. 91'283'981.96;
 2002: Fr. 259'922'177.--; 2001: Fr. 205'163'914.--;
 2000: Fr. 51'930'227.80; 1999: Fr. 128'291'401.40

Concordats / *Nachlassverträge*

En 2004, deux concordats ordinaires ont été homologués. 10 sursis concordataires ont été accordés.

2004 wurden zwei ordentliche Nachlassverträge bestätigt. 10 Nachlassstundungen wurden gewährt.

4. Cour de modération *Moderationshof*

24 affaires ont été inscrites au rôle en 2004 (2003: 24; 2002: 14; 2001: 19; 2000: 57).

2004 wurden 24 Angelegenheiten anhängig gemacht (2003: 24; 2002: 14; 2001: 19; 2000: 57).

Récapitulation / *Zusammenfassung*

Causes reportées de 2003 à 2004 / <i>Von 2003 auf 2004 übertragene Verfahren</i>	3
Causes introduites en 2004 / <i>2004 eingereichte Verfahren</i>	24
Causes liquidées en 2004 / <i>2004 erledigte Verfahren</i>	14
Causes reportées de 2004 à 2005 / <i>Von 2004 auf 2005 übertragene Verfahren</i>	13
Total	27 27

Les 14 décisions rendues concernaient notamment :

Die 14 gefällten Entscheide betrafen insbesondere:

Art. 14 ss du Tarif des honoraires et débours d'avocat dus à titre de dépens (litiges de partie à partie: recours contre des ordonnances présidentielles)

Art. 14 ff. des Tarifs der als Parteikosten in Zivilsachen geschuldeten Anwaltshonorare und -auslagen (*Streitigkeiten unter den Parteien: Rekurse gegen Präsidialverfügungen*)

Admis / <i>Gutheissung</i>	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	2
Total	5

Art. 26 al. 3 et 28 de la loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat (contestations avocat - client dans des affaires qui n'ont pas été portées devant le juge et recours).

Art. 23 Abs. 2 und 25 des Gesetzes vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf (*Streitigkeiten Anwalt - Klient in Angelegenheiten, die nicht vor den Richter gebracht wurden, sowie Beschwerden*)

Demandes ou recours admis / <i>Klagen oder Beschwerden gutgeheissen</i>	2
Retiré / <i>Rückzug</i>	1
Total	3

Art. 21 de la loi sur l'assistance judiciaire (indemnité globale au défenseur d'office en matière civile - recours contre ordonnances présidentielles)

Art. 21 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege (*Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Zivilsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen*)

Irrecevable / <i>Nichteintreten</i>	1
Rejeté / <i>Abweisung</i>	1
Total	2

Art. 26 de la loi sur l'assistance judiciaire (indemnité globale au défenseur d'office en matière pénale - recours contre ordonnances présidentielles)

Art. 26 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege (*Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Strafsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen*)

Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1
Total	1

5. Chambre des tutelles *Vormundschaftskammer*

16 affaires ont été inscrites au rôle en 2004 (2003: 10; 2002: 14; 2001: 11; 2000: 17).

2004 wurden 16 Angelegenheiten anhängig gemacht (2003: 10; 2002: 14; 2001: 11; 2000: 17).

La Chambre a rendu 16 décisions (2003: 7; 2002: 16; 2001: 13; 2000: 17).

Die Vormundschaftskammer hat 16 Entscheide gefällt (2003: 7; 2002: 16; 2001: 13; 2000: 17).

3 recours ont été admis; 2 l'ont été partiellement, 6 ont été rejetés et 3 ont été déclarés irrecevables; 2 demandes de transfert de tutelle à l'autorité tutélaire fribourgeoise ont été admises.

3 Beschwerden wurden gutgeheissen, 2 wurden teilweise gutgeheissen, 6 wurden abgewiesen und auf 3 wurde nicht eingetreten; 2 an eine Freiburger Vormundschaftsbehörde gerichtete Gesuche um Übernahme der Vormundschaft wurden gutgeheissen.

Il paraît intéressant de reproduire le récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2004 dans tout le canton, ainsi que celui desdites mesures en vigueur à fin 2004.

Es erscheint aufschlussreich, an dieser Stelle eine Aufstellung der 2004 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen sowie die Anzahl der Ende 2004 noch bestehenden Massnahmen wiederzugeben.

Nombre de personnes à l'égard desquelles de nouvelles mesures de tutelle ont été ordonnées en 2004 dans le canton:

Zusammenfassende Darstellung der Personen, die 2004 im Kanton neu von vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren:

A. Majeurs / Mündige		1.1.-31.12.04
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 369	24
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 370	4
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 371	0
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 372	93
- dont placement sous autorité parentale <i>davon Unterstellung unter die elterliche Gewalt</i>	art. 385	13
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392	55
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 393	33
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392/393	27
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 394	267
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) <i>Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)</i>	art. 395	52
- Priv. lib. ass. / <i>FFE</i>	art. 397a	107
B. Mineurs / Unmündige		
- mesures protectrices / <i>geeignete Massnahmen</i>	art. 307	75
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 308	287
- curatelle/constatation de la paternité <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft</i>	art. 309	33
- retrait du droit de garde des père et mère <i>Aufhebung der elterlichen Obhut</i>	art. 310	28
- curatelle / constatation de la paternité et obligation d'entretien <i>Beistandschaft / Feststellung der Vaterschaft und Unterhaltspflicht</i>	art. 309/308	63
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle <i>Aufhebung der elterlichen Obhut und Beistandschaft</i>	art. 310/308	13
- retrait de l'autorité parentale / <i>Entziehung der elterlichen Gewalt</i>	art. 311/312	17
- mesures pour la protection des biens de l'enfant / <i>geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens</i>	art. 324	11
- curatelle d'administration des biens de l'enfant <i>Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens</i>	art. 325	5
- tutelle pour mineurs / <i>Vormund für Unmündige</i>	art. 368	47
- curatelle pour mineurs / <i>Beistand für Unmündige</i>	art. 392	98
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce / <i>Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren</i>	art. 146	3
- autorité parentale conjointe art. 298a / art. 7a al. 3 Tit. fin. en relation avec art. 134 al. 3 <i>Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge</i> Art. 298a / Art. 7a Abs. 3 SchIT i. V. mit Art. 134 Abs. 3		67

Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2004 dans tout le canton:

Zusammenfassende Darstellung der Personen, die Ende 2004 im Kanton von rechtskräftigen vormundschaftlichen Massnahmen betroffen sind:

A. Majeurs / Mündige		31.12.2004
- tutelle / Vormundschaft	art. 369	524
- tutelle / Vormundschaft	art. 370	102
- tutelle / Vormundschaft	art. 371	7
- tutelle / Vormundschaft	art. 372	856
- curatelle / Beistandschaft	art. 392	107
- curatelle / Beistandschaft	art. 393	164
- curatelle / Beistandschaft	art. 392/393	88
- curatelle / Beistandschaft	art. 394	1382
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)	art. 395	471
- Priv. lib. ass. / FFE	art. 397a	23
B. Mineurs / Unmündige		
- mesures protectrices / geeignete Massnahmen	art. 307	239
- curatelle / Beistandschaft	art. 308	923
- curatelle/constatation de la paternité Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft	art. 309	30
- retrait du droit de garde des père et mère Aufhebung der elterlichen Obhut	art. 310	55
- curatelle/constatation de la paternité et obligation d'entretien Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft und Unterhaltspflicht	art. 309/308	77
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle Aufhebung der elterlichen Obhut und Beistandschaft	art. 310/308	15
- retrait de l'autorité parentale / Entziehung der elterlichen Gewalt	art. 311/312	41
- mesures pour la protection des biens de l'enfant / geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	art. 324	12
- curatelle d'administration des biens de l'enfant / Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	art. 325	22
- tutelle pour mineurs / Vormund für Unmündige	art. 368	174
- curatelle pour mineurs / Beistand für Unmündige	art. 392	145
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce / Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren	art. 146	12
- autorité parentale conjointe art. 298a / art. 7a al. 3 Tit. fin. en relation avec art. 134 al. 3 Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge Art. 298a / Art. 7a Abs. 3 SchlT i.V. mit Art. 134 Abs. 3		45

6.

Chambre du registre du commerce Handelsregisterkammer

Aucune affaire n'a été inscrite au rôle en 2004 (2003: 1; 2002: 3; 2001: 3; 2000: 3). La Chambre n'a rendu aucun arrêt (2003: 2; 2002: 2; 2001: 2; 2000: 3).

2004 wurde keine Angelegenheit anhängig gemacht (2003: 1; 2002: 3; 2001: 3; 2000: 3). Die Handelsregisterkammer hat keinen Entscheid gefällt (2003: 2; 2002: 2; 2001: 2; 2000: 3).

Depuis le 1^{er} janvier 2003, la Chambre n'est plus l'autorité de surveillance du registre du commerce. La surveillance est exercée par la Direction de l'économie et de l'emploi qui est aussi l'autorité de recours contre les décisions du préposé. Les décisions de la Direction peuvent faire l'objet d'un recours à la Chambre.

Seit dem 1. Januar 2003 ist die Handelsregisterkammer nicht mehr Aufsichtsbehörde über das Handelsregister. Die Aufsicht wird von der Volkswirtschaftsdirektion ausgeübt; diese ist auch Beschwerdeinstanz gegen die Verfügungen des Registerführers. Die Entscheide der Direktion können an die Handelsregisterkammer weitergezogen werden.

7. Cour d'appel pénal Strafappellationshof

En 2004, 88 recours ont été interjetés (2003: 78; 2002: 65; 2001: 80; 2000: 76). La Cour a rendu 82 arrêts (2003: 76; 2002: 67; 2001: 64; 2000: 77).

2004 wurden 88 Berufungen eingereicht (2003: 78; 2002: 65; 2001: 80; 2000: 76). Der Hof hat 82 Entscheide gefällt (2003: 76; 2002: 67; 2001: 64; 2000: 77).

Récapitulation / Zusammenfassung

Recours reportés de 2003 à 2004 / Von 2003 auf 2004 übertragene Berufungen	52	
Recours déposés en 2004 / 2004 eingereichte Berufungen	88	
Recours liquidés en 2004 / 2004 erledigte Berufungen	82	
Recours reportés en 2005 / auf 2005 übertragene Berufungen	58	
Total	140	140

Les 82 recours liquidés ont reçu le sort suivant:

Die 82 erledigten Berufungen nahmen folgenden Ausgang:

Admis / Gutheissung	14
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	20
Rejetés / Abweisung	34
Irrecevables / Nichteintreten	9
Sans objet / Gegenstandslos	1
Retiré / Rückzug	4
Total	82

Ces 82 recours étaient dirigés contre des jugements rendus par:

Diese 82 Berufungen richteten sich gegen Urteile folgender Behörden:

- **Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht**

Sarine / Saane	8
Singine / Sense	4
Gruyère / Greyerz	7
Lac / See	6
Glâne / Glane	2
Broye / Broye	3
Veveyse / Vivisbach	6
Total	36

- **Juge de police / Polizeirichter**

Sarine / Saane	18
Singine / Sense	5
Gruyère / Greyerz	5
Lac / See	1
Glâne / Glane	2
Broye / Broye	1
Veveyse / Vivisbach	4
Total	36

- **Juge pénal des mineurs / Jugendstrafrichter** 3

- **Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht** 7

La Cour a accueilli 10 requêtes de radiation au casier judiciaire, en a rejeté 3, en a transmis 7 à l'instance compétente, en a déclaré 4 irrecevables et en a déclaré 2 sans objet; 1 requête a été retirée.

Der Strafappellationshof hat 10 Gesuche um Löschung eines Eintrags im Strafregister gutgeheissen, 3 abgewiesen, 7 an die zuständige Behörde weitergeleitet, ist auf 4 Gesuche nicht eingetreten, hat 2 als gegenstandslos abgeschrieben; 1 Gesuch wurde zurückgezogen

8. Chambre pénale Strafkammer

En 2004, 1479 affaires ont été inscrites au rôle de la Chambre et de son président (2003: 1099; 2002: 1017; 2001: 828; 2000: 777). La Chambre s'est prononcée sur 946 cas (2003: 709; 2002: 597; 2001: 454; 2000: 457) qui se répartissent ainsi:

2004 wurden 1479 Angelegenheiten vor der Kammer und ihrem Präsidenten anhängig gemacht (2003: 1099; 2002: 1017; 2001: 828; 2000: 777). Die Kammer hat 946 Fälle erledigt (2003: 709; 2002: 597; 2001: 454; 2000: 457), die sich wie folgt verteilen:

• Visa du maintien en détention préventive / Visum der Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft	702
• Recours contre décisions / Beschwerden gegen Entscheide	188
- du juge d'instruction / des Untersuchungsrichters dont / davon	175
o mise en détention / Untersuchungshaft	17
o refus de mise en liberté / Verweigerung der Freilassung	16
o renvoi / renonciation à la poursuite / Überweisung / Verzicht auf die Strafverfolgung	142
- du tribunal pénal d'arrondissement / des Bezirksstrafgerichts	5
- du juge pénal des mineurs / des Jugendstrafrichters	6
- du préfet / des Oberamtmannes	2
- de la Cour d'appel pénal / des Strafappellationshofes	0
- du juge de police / des Polizeirichters	0
• Demandes de révision / Revisionsgesuche	10
• Requêtes d'indemnité / Entschädigungsgesuche	36

- Non-lieu / *Einstellung* 5
- Divers / *Verschiedenes* 5

946

L'application de l'art. 242 CPP, qui confère à celui qui subit un préjudice causé par une arrestation ou une détention injustifiée ou par une erreur judiciaire (al. 1) ou par un autre acte de procédure (al. 2) le droit à une indemnité à l'encontre de l'Etat, a donné lieu à l'allocation d'une indemnité dans 10 affaires pour un montant total de 383'724 francs. Dans 3 affaires, l'indemnité a été allouée sur la base de l'alinéa 1 et dans les 7 autres sur la base de l'alinéa 2. Dans un cas, le montant alloué sur la base de l'alinéa 1 s'est élevé à 327'453 francs. Ce dernier montant remplace, à la suite de l'admission d'un recours de droit public, un montant de 163'309 francs alloué en 2003.

Art. 242 StPO gibt jenen Personen, die durch eine ungerechtfertigte Inhaftierung oder Untersuchungshaft oder einen Justizirrtum (Abs. 1) oder eine andere Prozesshandlung (Abs. 2) einen Schaden erlitten haben, einen Anspruch auf Schadenersatz. Dies hat in 10 Fällen zur Ausrichtung einer Entschädigung von insgesamt Fr. 383'724.-- geführt. In 3 Fällen wurde die Entschädigung in Anwendung von Absatz 1 und in 7 Fällen in Anwendung von Absatz 2 ausgerichtet. In einem Fall betrug die in Anwendung von Absatz 1 zugesprochene Entschädigung Fr. 327'453.--. Es ist darauf hinzuweisen, dass dieser Betrag aufgrund der Gutheissung einer staatsrechtlichen Beschwerde an die Stelle eines bereits im Jahr 2003 zugesprochenen Betrags von Fr. 163'309.-- tritt.

Hormis les arrêts relatifs à l'assistance judiciaire (353 en 2004, dont 43 rejets), le Président de la Chambre pénale a rendu 185 décisions, dont 4 portaient sur une question de for et 156 traitaient de mesures de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (2003: 101, dont 1 et 85; 2002: 160, dont 5 et 129). 150 mesures de surveillance ont été approuvées, 1 a été rejetée et 5 ont été prolongées; elles tendaient à 246 mises sous surveillance, soit 48 branchements directs et 198 contrôles rétroactifs ponctuels. A noter que sur les 156 surveillances ordonnées, 41 concernaient la même affaire, savoir un trafic important de stupéfiants, donnant lieu à 29 branchements directs et 26 contrôles rétroactifs ponctuels.

Abgesehen von den Zuweisungen von amtlichen Verteidigern (2004: 353, davon 43 Abweisungen) hat der Präsident der Strafkammer über 185 Fälle entschieden, davon 4 Gerichtsstandsfragen und 156 Überwachungsmaßnahmen (2003: 101, davon 1 und 85; 2002: 160, davon 5 und 129). 150 Überwachungsmaßnahmen wurden genehmigt, 1 verweigert und 5 verlängert; von den 246 Überwachungshandlungen betrafen 48 Direktschaltungen und 198 rückwirkende Kontrollen. Schliesslich ist zu beachten, dass von den 156 angeordneten Überwachungen allein 41 in einer Angelegenheit betreffend einen bedeutenden Betäubungsmittelhandel ergingen; dabei wurden 29 Direktschaltungen und 26 rückwirkende Kontrollen genehmigt.

9. Autorité de surveillance Aufsichtsbehörde

Le Tribunal cantonal a classé onze plaintes sans suite; sept plaintes étaient dirigées contre un président de tribunal, trois contre un juge d'instruction et une contre un juge de paix.

Le Tribunal cantonal est intervenu auprès d'un président de tribunal et d'une justice de paix auxquels des retards étaient reprochés. S'agissant du président, le retard était dû à une surcharge de travail et lié à la nature de la cause (acquiescement dans une affaire pénale). Pour ce qui est de la justice de paix, le Tribunal cantonal l'a invité à respecter le délai de deux semaines, à compter du décès, dans lequel l'inventaire fiscal doit être établi.

Das Kantonsgericht hat elf Beschwerden ohne Folge klassiert; davon richteten sich sieben gegen einen Gerichtspräsidenten, drei gegen einen Untersuchungsrichter und eine gegen einen Friedensrichter.

Das Kantonsgericht hat bei einem Gerichtspräsidenten und bei einem Friedensgericht interveniert, denen Rückstände vorgeworfen worden waren. Was den Gerichtspräsidenten betrifft, so waren die Rückstände durch eine zu hohe Arbeitslast und die Natur der Streitsache bedingt (Freispruch in einer Strafsache). Was das Friedensgericht betrifft, so wurde es vom Kantonsgericht aufgefordert, die Frist von zwei Wochen einzuhalten, innert deren nach einem Todesfall das Steuerinventar zu erstellen ist.

Le Tribunal cantonal s'est en outre prononcé sur trois requêtes de levée du secret de fonction.

Weiter hat das Kantonsgericht über drei Gesuche um Befreiung vom Amtsgeheimnis entschieden.

10.

Autres attributions du Tribunal cantonal ***Weitere Aufgaben des Kantonsgerichts***

Récusation / *Ausstand*

Le Tribunal cantonal a pris acte de la récusation

- d'un tribunal ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 4 cas
- d'une chambre des prud'hommes ou d'un président de chambre et de son suppléant dans 2 cas
- d'un tribunal pénal ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 1 cas
- d'un juge de police dans 3 cas
- des juges d'instruction dans 9 cas

Ces affaires ont été renvoyées à la connaissance d'une autre autorité judiciaire de même degré.

Das Kantonsgericht hat vom Ausstand

- *eines Gerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 4 Fällen*
- *einer Gewerbekammer oder eines Präsidenten dieser Kammer und dessen Stellvertreters in 2 Fällen*
- *eines Strafgerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 1 Fall*
- *eines Polizeirichters in 3 Fällen*
- *der Untersuchungsrichter in 9 Fällen*

Vormerk genommen. Diese Angelegenheiten wurden einer anderen Gerichtsbehörde gleichen Grades zur weiteren Behandlung überwiesen.

Divers / *Verschiedenes*

En application des règles relatives à l'entraide judiciaire nationale ou internationale en matière civile ou commerciale, le Tribunal cantonal a connu de 189 affaires concernant des communications diverses ou des commissions rogatoires.

In Anwendung der Regeln über die nationale oder internationale Rechtshilfe in Zivil- oder Handelssachen hat das Kantonsgericht über 189 Gesuche betreffend Zustellungen oder rogatorische Einvernahmen entschieden.

11. Recours au Tribunal fédéral Beschwerden an das Bundesgericht

	Admis <i>Gut-Heissung</i>	Partiellement admis <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetés <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nichteintreten</i>	Sans objet <i>Gegenstandslos</i>	Retirés <i>Rückzug</i>	Total
Tribunal cantonal <i>Kantonsgericht</i>	0	0	0	1	0	1	2
I ^e Cour d'appel <i>I. Appellationshof</i>	0	1	12	4	0	0	17
II ^e Cour d'appel <i>II. Appellationshof</i>	1	0	4	9	0	0	14
Chambre des poursuites et des faillites <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>	0	0	8	13	1	0	22
Cour de modération <i>Moderationshof</i>	0	0	0	2	0	0	2
Chambre des tutelles <i>Vormundschaftskammer</i>	0	0	0	1	0	0	1
Cour d'appel pénal <i>Strafappellationshof</i>	2	1	27	1	1	1	33
Chambre pénale <i>Strafkammer</i>	1	2	9	7	0	0	19
Président de la Chambre pénale <i>Präsident der Strafkammer</i>	0	0	0	0	0	0	0
Total	4	4	60	38	2	2	110

12. Assistance judiciaire Unentgeltliche Rechtspflege

En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	197	28	42	0
Singine / Sense	59	0	9	3
Gruyère / Greyerz	105	7	24	1
Lac / See	36	5	15	4
Glâne / Glane	10	0	0	0
Broye / Broye	45	6	20	0
Veveyse / Vivisbach	28	7	10	0
Total	480	53	120	8

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	57	2	11	0
Singine / Sense	11	0	1	11
Gruyère / Greyerz	20	2	0	0
Lac / See	11	1	4	2
Glâne / Glane	41	0	7	5
Broye / Broye	3	2	0	0
Veveyse / Vivisbach	2	1	3	1
Total	145	8	26	19

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
I ^{er} Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	6	0	7	0
II ^{er} Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	3	0	2	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>	1	0	0	0
Chambre des tutelles / <i>Vormundschaftskammer</i>	1	0	0	0
Total	11	0	9	0

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
I ^{er} Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	1	0	1	0
II ^{er} Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	0	0	2	0
Total	1	0	3	0

En matière pénale / in Strafsachen

Le Président de la Chambre pénale a rendu 322 arrêts en matière d'assistance judiciaire (2003: 276; 2002: 268; 2001: 235; 2000: 243). Il a désigné un défenseur au prévenu, en application de l'art. 37 CPP, dans 231 cas (2003: 210; 2002: 184; 2001: 156; 2000: 175), et au lésé, en application de l'art. 40 al. 2 CPP, dans 35 cas (2003: 39; 2002: 21; 2001: 20; 2000: 21).

Der Präsident der Strafkammer hat 322 Entscheide im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege gefällt (2003: 276; 2002: 268; 2001: 235; 2000: 243). Er hat in Anwendung von Art. 37 StPO in 231 Fällen (2003: 210; 2002: 184; 2001: 156; 2000: 175) dem Beschuldigten und in Anwendung von Art. 40 Abs. 2 StPO in 35 Fällen (2003: 39; 2002: 21; 2001: 20; 2000: 21) dem Geschädigten einen Verteidiger zugewiesen.

B. Ministère public Staatsanwaltschaft

La Procureure générale ou ses substituts ont interjeté 12 recours en appel pénal (2003: 5; 2002: 7; 2001: 10; 2000: 4). Un recours a été rejeté. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 36 reprises sur des recours.

Die Staatsanwältin oder ihre Substitute haben 12 Berufungen eingereicht (2003: 5; 2002: 7; 2001: 10; 2000: 4). Eine Berufung wurde abgewiesen. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 36 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.

Le Ministère public a interjeté 7 recours auprès de la Chambre pénale (2003: 6; 2002: 15; 2001: 20; 2000: 8). 3 recours ont été admis. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 113 reprises sur des affaires enregistrées.

Die Staatsanwaltschaft hat bei der Strafkammer 7 Beschwerden eingereicht (2003: 6; 2002: 15; 2001: 20; 2000: 8). 3 Beschwerden wurden gutgeheissen. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 113 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.

La Procureure générale ou ses substituts ont comparu à 362 reprises devant les tribunaux de 1^{ère} instance et à 18 reprises devant la Cour d'appel pénal. Ils ont également participé à 221 auditions d'instruction.

Die Staatsanwältin oder ihre Substitute sind in 362 Fällen vor den Gerichten 1. Instanz und in 18 Fällen vor dem Strafappellationshof aufgetreten. Sie haben auch an 221 untersuchungsrichterlichen Einvernahmen teilgenommen.

C. Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte

1. Affaires civiles / Zivilverfahren

a) aa. Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement Bezirksgerichte	Affaires inscrites au rôle / Eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / Gefällte Entscheide	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2002 / davon bis 31.12.2002 eingereicht
Sarine / Saane	288 ¹⁾	298 ²⁾	302 ³⁾	69
Singine / Sense	75	63	68	14
Gruyère / Greyerz	92	123	117	40
Lac / See	59 ⁴⁾	54 ⁵⁾	51 ⁶⁾	11
Glâne / Glane	64	55	39	5
Broye / Broye	70	48	73	16
Veveyse / Vivisbach	53	32	42	7
Total	701	673	692	162

En 2003 647 672 691
En 2002 663 641 742

- (1) dont 13 en allemand / davon 13 auf deutsch (2003: 17)
(2) dont 17 en allemand / davon 17 auf deutsch (2003: 14)
(3) dont 12 en allemand / davon 12 auf deutsch (2003: 18)
(4) dont 16 en français / davon 16 auf französisch (2003: 10)
(5) dont 18 en français / davon 18 auf französisch (2003: 8)
(6) dont 9 en français / davon 9 auf französisch (2003: 12)

Objets des jugements rendus Gegenstand der Entscheide	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
A. Code civil / Zivilgesetzbuch								
1. Droit des personnes / Personenrecht	2	0	1	0	0	0	2	5
2. Droit de la famille / Familienrecht								
a) divorce / Scheidung	97	16	35	16	19	10	13	206
b) séparation de corps / Trennung	8	1	2	0	0	7	0	18
c) action en désaveu / Anfechtungsklage	17	7	4	3	3	2	0	36
d) recherche en paternité / Vaterschaftsklage	9	3	5	0	3	0	0	20
e) droit de la tutelle / Vormundschaftsrecht	17	12	23	5	8	0	8	73
f) divers / Verschiedenes	3	0	6	2	3	0	0	14
3. Droit des successions / Erbrecht	2	1	1	0	2	0	1	7
4. Droits réels / Sachenrecht	11	0	3	3	2	4	0	23

B. Code des obligations / Obligationenrecht								
1. Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	89	12	16	18	7	13	3	158
2. Actions résultant d'actes illicites / <i>Klagen aus unerlaubter Handlung</i>	13	1	0	3	0	2	1	20
3. Droit des sociétés / <i>Gesellschaftsrecht</i>	1	0	1	0	0	0	0	2
C. Autorité de recours / Rechtsmittelinstanz								
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerden gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	21	7	8	3	4	10	2	55
D. Autres lois fédérales ou cantonales / Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze								
	8	3	18	1	4	0	2	36
Total général / Gesamttotal	298	63	123	54	55	48	32	673

a) bb. Présidents de tribunaux / *Gerichtspräsidenten*

Président de tribunaux <i>Gerichtspräsidenten</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements rendus / <i>Gefällte Entscheide</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2002 / davon bis 31.12.2002 <i>eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	3262 ¹⁾	3119 ²⁾	888 ³⁾	22
Singine / <i>Sense</i>	913	868	286	9
Gruyère / <i>Greyerz</i>	1130	1261	361	24
Lac / <i>See</i>	934 ⁴⁾	947 ⁵⁾	143 ⁶⁾	2
Glâne / <i>Glane</i>	657	660	58	0
Broye / <i>Broye</i>	682	885	141	10
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	449	401	80	2
Total	8027	8141	1957	69

En 2003 7290 7395 1726
En 2002 6323 6863 1717

- (1) dont 64 en allemand / *davon 64 auf deutsch* (2003: 47)
(2) dont 53 en allemand / *davon 53 auf deutsch* (2003: 47)
(3) dont 23 en allemand / *davon 23 auf deutsch* (2003: 16)
(4) dont 214 en français / *davon 214 auf französisch* (2003: 184)
(5) dont 216 en français / *davon 216 auf französisch* (2003: 177)
(6) dont 30 en français / *davon 30 auf französisch* (2003: 35)

Objets des jugements et ordonnances rendus <i>Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	194	60	81	65	40	55	27	522
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsamen Begehren mit umfassender Einigung</i>	17	2	8	0	3	3	1	34
3. Modification de jugements de divorce / <i>Abänderung von Scheidungsurteilen</i>	48	7	21	3	8	17	6	110

4. Mesures protectrices de l'union conjugale (art. 172 CC) / Eheschutzmassnahmen (Art. 172 ZGB)	125	33	25	28	29	24	13	277
5. Affaires entrant dans la compétence présidentielle (art. 139 LOJ) / Streitsachen in Zuständigkeit des Präsidenten (art. 139 GOG)	156	52	28	59	23	38	13	369
6. Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung	151	44	94	34	60	103	30	516
7. Inscription provisoire d'hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / Vorläufige Eintragung von Bauhandwerkerpfandrecht	20	3	6	6	8	7	4	54
8. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire / Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege	337	93	159	81	63	76	52	861
9. Décisions rendues en vertu de la LELP / Entscheide gestützt auf das EGSchKG	155	114	30	41	19	30	11	400
a) Faillite (ouverture) / Konkurs (Eröffnung)	1599	331	511	398	229	285	215	3568
b) Mainlevée / Rechtsöffnung	110	64	50	205	125	158	11	723
c) Divers / Verschiedenes								
10. Bénéfices d'inventaires / Inventaraufnahmen	3	1	2	0	0	1	0	7
11. Répudiation de successions / Ausschlagung der Erbschaft	67	10	27	10	6	18	8	146
12. Annulation de titres / Aufhebung von Wertpapieren	36	21	24	3	2	13	4	103
13. Divers / Verschiedenes	101	33	195	14	45	57	6	451
Total général / Gesamttotal	3119	868	1261	947	660	885	401	8141

Requêtes diverses Verschiedene Begehren	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Requêtes de mainlevée / Rechtsöffnungsbegehren	1637	337	526	398	225	306	214	3643
Réquisitions de faillite / Konkursbegehren	581	104	202	207	77	167	26	1364
Répudiations de successions / Ausschlagung von Erbschaften	75	10	23	10	9	18	8	153
Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren	8	3	13	31	7	1	7	70
Divers / Verschiedenes	112	90	0	0	0	20	28	250
Total général / Gesamttotal	2413	544	764	646	318	512	283	5480

b) Chambres des tutelles / Vormundschaftskammern

Les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont rendu 162 décisions (2003: 206; 2002: 180; 2001: 163; 2000: 166), dont 48 en qualité d'autorité de recours contre des décisions de Justices de paix (art. 5 LOT) et 114 dans des causes qui leur étaient soumises en première instance (art. 6 LOT).

Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben 162 Entscheide gefällt (2003; 206; 2002: 180; 2001: 163; 2000: 166), davon 48 auf Beschwerde gegen Entscheide der Friedensgerichte (art. 5 GOV) und 114 als erste Instanz (art. 6 GOV).

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Autorité de recours (art. 5 LOT) <i>Beschwerdeinstanz</i> (Art. 5 GOV)	Première instance (art. 6 LOT) <i>Erste Instanz</i> (Art. 6 GOV)	Total <i>Total</i>
Sarine / Saane	14	47	61
Singine / Sense	6	12	18
Gruyère / Greyerz	9	23	32
Lac / See	9	4	13
Glâne / Glane	2	8	10
Broye / Broye	2	15	17
Veveyse / Vivisbach	6	5	11
Total	48	114	162

c) Juridiction des prud'hommes / *Gewerbegerichtsbarkeit*

Présidents des Chambres des prud'hommes *Präsidenten der Gewerbekammern*

Les Présidents des Chambres des prud'hommes des tribunaux d'arrondissement ont été saisis de 183 causes (2003: 182; 2002: 137; 2001: 157; 2000: 195) qui se répartissent ainsi :

Bei den Präsidenten der Gewerbekammern der Bezirksgerichte wurden 183 Angelegenheiten eingereicht (2003: 182; 2002: 137; 2001: 157; 2000: 195), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Causes introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements <i>Urteile</i>	Arrangements <i>Vergleiche</i>
Sarine / Saane	104	55	40
Singine / Sense	12	0	9
Gruyère / Greyerz	31	20	11
Lac / See	13	7	8
Glâne / Glane	6	1	6
Broye / Broye	12	5	8
Veveyse / Vivisbach	5	4	5
Total	183	92	87

Chambres des prud'hommes / *Gewerbekammern*

Elles ont été saisies de 173 causes (2003: 159; 2002: 126; 2001: 107; 2000: 125) qui se répartissent ainsi :

Es wurden 173 Angelegenheiten eingereicht (2003: 159; 2002: 126; 2001: 107; 2000: 125), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Causes introduites <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements <i>Urteile</i>	Arrangements <i>Vergleiche</i>
Sarine / Saane	97	32	18
Singine / Sense	6	3	6
Gruyère / Greyerz	35	20	3
Lac / See	10	4	4
Glâne / Glane	3	0	4
Broye / Broye	14	6	8
Veveyse / Vivisbach	8	5	3
Total	173	70	46

d) Juridiction des baux / *Mietgerichtsbarkeit*

Présidents des tribunaux des baux / *Mietgerichtspräsidenten*

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 359 causes (2003: 330; 2002: 314; 2001: 282; 2000: 260) qui se répartissent ainsi:

Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 359 Angelegenheiten eingereicht (2003: 330; 2002: 314; 2001: 282; 2000: 260), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Causes introduites Eingereichte Angelegenheiten	Jugements Urteile
Sarine / Saane	198	102
Singine et Lac / <i>Sense und See</i>	66	73
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / <i>Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach</i>	95	89
Total	359	264

Tribunaux des baux / *Mietgerichte*

Ils ont été saisis de 53 causes (2003: 63; 2002: 94; 2001: 31; 2000: 39) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 53 Angelegenheiten eingereicht (2003: 63; 2002: 94; 2001: 31; 2000: 39), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Causes introduites Eingereichte Angelegenheiten	Jugements Urteile
Sarine / Saane	30	11
Singine et Lac / <i>Sense und See</i>	16	18
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / <i>Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach</i>	7	5
Total	53	34

e) Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance / *Aufsichts-kommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheits-entziehung*

Contrôle judiciaire / <i>Gerichtliche Beurteilung</i> (art. 19 LPLFA / FFEG)	Décisions de placement, maintien, libération ou refus de libération communiquées à la Commission / <i>Der Kommission mitgeteilte Entscheide über die Einweisung, Zurückbehaltung, Entlassung oder Abweisung eines Entlassungsgesuchs</i> (art. 12 al. 4 LPLFA / FFEG)	Total
50	350	400

En 2003: 56	359	415
En 2002: 72	344	416

2. Affaires pénales / Strafverfahren

Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

Nombre de personnes jugées: 231 (2003: 184; 2002: 202; 2001: 169; 2000: 279). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 205 personnes à des peines privatives de liberté (réclusion, emprisonnement) et ont infligé 43 amendes. 115 peines ont été assorties du sursis. 10 mesures de sûreté, au sens des articles 42 ss CP, ont été prononcées. 45 personnes ont été condamnées à des peines accessoires, 24 personnes ont été acquittées.

Anzahl der abgeurteilten Personen: 231 (2003: 184; 2002: 202; 2001: 169; 2000: 279). Die Bezirksstrafgerichte haben 205 Personen zu Freiheitsstrafen (Zuchthaus, Gefängnis) verurteilt und 43 Bussen verhängt. In 115 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. 10 sichernde Massnahmen im Sinne der Art. 42 ff. StGB wurden ausgesprochen. 45 Personen wurden zu Nebenstrafen verurteilt, 24 Personen wurden freigesprochen.

Tribunaux / Gerichte	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand	
		Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	126 ⁽¹⁾	53	73	121	5	31	95
Singine / Sense	12	12	0	11	1	4	8
Gruyère / Greyerz	41	14	27	37	4	17	24
Lac / See	17 ⁽²⁾	12	5	15	2	5	12
Glâne / Glane	14	11	3	10	4	5	9
Broye / Broye	14	9	5	14	0	2	12
Veveyse / Vivisbach	7	5	2	5	2	2	5
Total	231	116	115	213	18	66	165

(1) 21 procédures ont été conduites en allemand (2003: 12)
 (2) 8 procédures ont été conduites en français (2003: 14)

(1) 21 Verfahren wurden auf deutsch durchgeführt (2003: 12)
 (2) 8 Verfahren wurden auf französisch durchgeführt (2003: 14)

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP / StGB)	25	2	10	6	8	3	1	55
Meurtre / Vorsätzliche Tötung	2	0	1	0	1	0	0	4
Assassinat / Mord	0	0	0	0	0	0	0	0
Meurtre passionnel / Totschlag	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / Fahrlässige Tötung	2	0	0	0	0	0	0	2
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	1	1	0	2	0	1	5
Lésions corporelles / Körperverletzungen	9	0	5	4	2	2	0	22
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	0	0	0	1	1	0	2
Divers / Verschiedenes	12	1	3	2	2	0	0	20

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Sarine	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 CP / StGB)	98	5	24	12	7	11	2	159
Abus de confiance / Veruntreuung	3	2	0	1	3	0	0	9
Vol / Diebstahl	37	0	14	3	2	3	2	61
Brigandage / Raub	9	0	0	0	0	1	0	10
Escroquerie / Betrug	8	1	2	1	0	0	0	12
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	7	0	0	0	0	0	0	7
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / Check- und Kreditkartenmissbrauch	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / Erpressung	3	0	0	1	0	1	0	5
Gestion déloyale / Ungetreue Geschäftsbesorgung	0	1	0	0	0	0	0	1
Recel / Hehlerei	5	0	0	2	1	1	0	9
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen	0	1	0	0	0	0	0	1
Divers / Verschiedenes	26	0	8	4	1	5	0	44
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 CP / StGB)	3	0	2	0	2	0	0	7
4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)	42	0	6	3	3	2	1	57
Menaces / Drohung	6	0	3	0	1	0	0	10
Contrainte / Nötigung	6	0	0	0	1	0	1	8
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	25	0	3	3	1	2	0	34
Divers / Verschiedenes	5	0	0	0	0	0	0	5
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität (Art. 187-200 CP / StGB)	15	2	3	4	2	9	1	36
Mise en danger du développement de mineurs / Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen	2	2	2	1	1	3	1	12
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre	10	0	1	2	1	5	0	19
Divers / Verschiedenes	3	0	0	1	0	1	0	5
6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie (Art. 213-220 CP / StGB)	1	0	1	2	2	1	0	7
Violation d'une obligation d'entretien / Vernachlässigung von Unterhaltspflichten	1	0	1	0	1	1	0	4
Divers / Verschiedenes	0	0	0	2	1	0	0	3
7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 CP / StGB)	0	0	0	1	0	1	0	2
Incendie intentionnel / Brandstiftung	0	0	0	1	0	1	0	2
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht, (Art. 240-250 CP / StGB)	0	0	0	0	1	0	0	1

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Sarine	Singine Sense	Gruyère Greizer	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
9. Faux dans les titres / Urkundenfälschung (Art. 251-257 CP / StGB)	17	2	0	1	1	2	0	23
10. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
11. Infractions contre l'autorité publique / Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt (Art. 285-295 CP / StGB)	15	0	2	0	1	1	1	20
12. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 CP / StGB)	14	0	3	1	1	0	0	19
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	1	0	0	1	0	0	0	2
Blanchissage d'argent / Geldwäscherei	7	0	3	0	0	0	0	10
Fausse déclaration d'une partie en justice / Falsche Beweisaussage der Partei	1	0	0	0	0	0	0	1
Divers / Verschiedenes	5	0	0	0	1	0	0	6
13. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 CP / StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
14. Infractions à la LCR / Verstösse gegen das SVG	51	6	7	3	12	4	4	87
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	6	2	2	0	0	0	0	10
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	6	1	3	0	2	3	0	15
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / Fahren in angetrunkenem Zustand)	9	2	1	0	2	1	1	16
Art. 94 (vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch)	5	0	0	1	0	0	2	8
Art. 95 (circulation sans permis / Fahren ohne Ausweis)	10	0	0	1	3	0	1	15
Divers / Verschiedenes	15	1	1	1	5	0	0	23
15. Infractions à la LStup / Verstösse gegen das BetmG	69	4	19	5	3	6	1	107
16. Infractions à la LSEE / Verstösse gegen das ANAG	8	0	1	0	0	2	1	12
17. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	33	1	11	5	2	8	0	60
TOTAL	392	22	89	43	45	50	12	653

Juges de police / *Polizeirichter*

Nombre de personnes renvoyées : 1005 (2003: 909; 2002: 850; 2001: 829; 2000: 741).

Anzahl der überwiesenen Personen : 1005 (2003: 909; 2002: 850; 2001: 829; 2000: 741).

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Personnes renvoyées <i>Überwiesene Personen</i>	Condamnées <i>Verurteilte</i>	Acquittées <i>Freigesprochene</i>	Retrait de plainte ou d'opposition <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>
Sarine / <i>Saane</i>	467 ⁽¹⁾	182	106	179
Singine / <i>Sense</i>	70	28	12	29
Gruyère / <i>Greyerz</i>	205	101	50	58
Lac / <i>See</i>	86 ⁽²⁾	43	18	31
Glâne / <i>Glane</i>	53	22	8	23
Broye / <i>Broye</i>	114	42	13	59
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	10	29	13	12
Total	1005	447	220	391

- (1) 42 procédures ont été conduites en allemand /
42 *Verfahren wurden auf deutsch durchgeführt* (2003: 40).
(2) 32 procédures ont été conduites en français /
32 *Verfahren wurden auf französisch durchgeführt* (2003: 27).

Les Juges de police ont condamné 160 personnes à des peines privatives de liberté (emprisonnement, arrêts) et ont infligé 346 amendes. 124 peines ont été assorties du sursis. 220 personnes ont été acquittées.

Die Polizeirichter verurteilten 160 Personen zu Freiheitsstrafen (Gefängnis, Haft) und verhängten 346 Bussen. In 124 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. 220 Personen wurden freigesprochen.

Nombre d'infractions: <i>Anzahl strafbarer Handlungen:</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
Infractions au CP / <i>Strafbare Handlungen gemäss StGB</i>	50	19	23	8	12	25	15	152
Atteinte à l'intégrité corporelle / <i>Körperverletzungen</i>	0	1	3	4	0	6	4	18
Infractions contre le patrimoine / <i>Strafbare Handlungen gegen das Vermögen</i>	16	1	6	4	4	3	3	37
Atteinte à l'honneur / <i>Ehrverletzungen</i>	5	1	0	0	2	1	1	10
Atteinte au mœurs / <i>Sittlichkeitsdelikte</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Contravention à des dispositions du droit fédéral / <i>Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts</i>	0	2	0	0	1	1	0	4
Conversion d'amendes en arrêts / <i>Umwandlungen von Bussen in Haft</i>	1	5	6	0	1	2	2	17
Divers / <i>Verschiedenes</i>	28	9	8	0	4	12	5	66
Infractions à la LACP / <i>Strafbare Handlungen gemäss EGStGB</i>	16	1	2	0	1	0	5	25
(Art. 8 LACP / EGStGB)	15	1	2	0	0	0	5	23
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0	0	0	1	0	0	2

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Saïme Saïme	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Infractions / Strafbare Handlungen	157	59	90	41	11	41	24	423
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	0	0	2	0	0	0	0	2
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	1	0	1	0	0	0	0	2
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	0	0	0	0	0	2	2
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen das Lebensmittelgesetz	0	0	0	1	0	0	0	1
à la loi sur la police des étrangers / gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	18	2	12	4	3	4	1	44
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	0	0	0	1	0	0	1	2
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la protection des eaux / gegen das Gewässerschutzgesetz	0	3	0	1	2	0	0	6
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	6	2	0	0	0	1	0	9
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	2	0	1	0	0	0	0	3
à la loi sur le chômage / gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	0	2	0	0	0	0	2
à la loi sur la navigation intérieure / gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	1	1	0	1	0	1	0	4
à la loi sur la circulation routière / gegen das Strassenverkehrsgesetz	91	45	50	28	3	19	17	253
à la loi sur les stupéfiants / gegen das Betäubungsmittelgesetz	11	1	11	1	2	8	1	35
Divers / Verschiedenes	26	5	11	4	1	8	2	57
TOTAL	223	79	115	49	24	66	44	600

Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht

Nombre de personnes jugées: 3 (2003: 6; 2002: 4; 2001: 0; 2000: 1). Le Tribunal a condamné 2 personnes à des peines privatives de liberté (réclusion, emprisonnement).

Anzahl der abgeurteilten Personen: 3 (2003: 6; 2002: 4; 2001: 0; 2000: 1). Das Gericht hat 2 Personen zu Freiheitsstrafen (Zuchthaus, Gefängnis) verurteilt.

Récapitulation / Zusammenfassung

En 2004, 1239 personnes ont occupé les Tribunaux du canton (2003: 1099; 2002: 1056; 2001: 998; 2000: 1021).

2004 wurden 1239 Personen von den kantonalen Gerichten abgeurteilt (2003: 1099; 2002: 1056; 2001: 998; 2000: 1021).

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	TOTAL
Sarine / <i>Saane</i>	126	467		593
Singine / <i>Sense</i>	12	70		82
Gruyère / <i>Greyerz</i>	41	205		246
Lac / <i>See</i>	17	86		103
Glâne / <i>Glane</i>	14	53		67
Broye / <i>Broye</i>	14	114		128
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	7	10		17
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			3	3
Total	231	1005	3	1239
Nature du jugement / <i>Art des Urteils</i>	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	TOTAL

Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	24	220	1	245
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	205	160	2	367
et/ou à l'amende / <i>und/oder Busse</i>	43	346	0	389
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	116	124	0	240

**Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis /
*Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs***

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	TOTAL
Sarine / <i>Saane</i>	20	9		29
Singine / <i>Sense</i>	3	0		3
Gruyère / <i>Greyerz</i>	4	7		11
Lac / <i>See</i>	1	2		3
Glâne / <i>Glane</i>	0	3		3
Broye / <i>Broye</i>	5	9		14
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	1	7		8
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>			0	0
Total	34	37	0	71

Détention préventive / *Untersuchungshaft*

	Saône Saône	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	TPE WSG	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft im Zeitpunkt des Urteils</i>	38	0	9	2	1	2	1	0	53
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	4785	0	787	155	120	214	189	0	6250

D. Juges d'instruction *Untersuchungsrichter*

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
Affaires inscrites au rôle / <i>Eingegangene Angelegenheiten</i>	14'867	2'956	17'823*
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	8'066	1'246	9'312
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	6'801	1'710	8'511
Ordonnances de refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahmeverfügungen</i>	444	63	507
Ordonnances de classement / <i>Nichtweiterverfolgung</i>	6'481	1'469	7'950
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	198	36	234
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	6'283	1'433	7'716
Ordonnances de non-lieu / <i>Einstellungsverfügungen</i>	512	65	577
Ordonnances de transmission à la Chambre pénale / <i>Überweisungsverfügungen an die Strafkammer</i>	6	2	8

* 2003 : 16'475

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
Renvois / <i>Überweisungen</i>	300	36	336
- au juge de police / <i>an den Polizeirichter</i>	120	5	125
• Sarine / <i>Saane</i> 54			
• Singine / <i>Sense</i> 1			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 22			
• Lac / <i>See</i> 8			
• Glâne / <i>Glane</i> 12			
• Broye / <i>Broye</i> 17			
• Veveysse / <i>Vivisbach</i> 11			
- au tribunal pénal d'arrondissement / <i>an das Bezirksstrafgericht</i>	178	30	208
• Sarine / <i>Saane</i> 113			
• Singine / <i>Sense</i> 16			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 29			
• Lac / <i>See</i> 14			
• Glâne / <i>Glane</i> 13			
• Broye / <i>Broye</i> 14			
• Veveysse / <i>Vivisbach</i> 9			
- au Tribunal pénal économique / <i>an das WSG</i>	2	1	3
Décisions de dessaisissement, y compris envers préfectures / <i>Abtretungen, inkl. an Oberämtern</i>	690	115	805
Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	8'641	1'060	9'701*
- définitives / <i>endgültige</i>	6'015	758	6'773
- frappées d'opposition / <i>Einsprache</i>	380	58	438
- conversion d'amendes / <i>Bussenumwandlungen</i>	2'246	244	2'490

* 2003 : 6'964

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
Commissions rogatoires / <i>Rechtshilfebegehren</i>	75	34	109
- nationales / <i>nationale</i>	36	26	62
- internationales / <i>internationale</i>	39	8	47
Nombre de personnes en détention préventive <i>Anzahl der Untersuchungshäftlinge</i>	333	30	363
Nombre de jours de détention <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft</i>	21'956	2'149	24'105
Affaires en cours <i>Hängige Angelegenheiten</i>	2'203	338	2'541*

* 2003 : 3'211

E.

Justices de Paix Friedensgerichte

1. Activité judiciaire / Richterliche Tätigkeit

a) du Juge de paix / des Friedensrichters

	2003	2004
- Tentatives de conciliation / <i>Versöhnungsversuche</i> (art. 134 LOJ / GOG) ayant abouti / <i>erfolgreich</i> ayant échoué / <i>gescheitert</i>	36 52	30 38
- Appositions de scellés et prises d'inventaire / <i>Siegelungen und Inventare</i> (art. 162-165 LACC / EGZGB; 418-430 CPC / ZPO)	1658	1532
- Ouvertures de testaments / <i>Testamentseröffnungen</i> (art. 168-172 LACC / EGZGB)	377	443
- Ordonnances de mise à ban / <i>Betretungsverbote</i> (art. 275 al. 1 LACC / EGZGB)	57	89
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	221	238

b) de la Justice de paix / des Friedensgerichts

- Sûretés exigées du grevé / <i>Sicherstellung durch den Vorerben</i> (art. 145 LACC / EGZGB)	0	0
- Envoi en possession provisoire ou administration d'office d'une succession / <i>Einstweilige Überlassung der Erbschaft oder</i> <i>Einsetzung einer Erbschaftsverwaltung</i> (art. 166 LACC / EGZGB)	38	22
- Désignation d'un représentant à la communauté héréditaire, etc. / <i>Bestellung eines Vertreters der Erbengemeinschaft</i> <i>usw.</i> (art. 195 LACC / EGZGB)	23	25
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	106	119

2. Activité tutélaire de la Justice de paix / Vormundschaftliche Tätigkeit des Friedensgerichts

- Privation de liberté à des fins d'assistance en cas de demeure / <i>Dringende fürsorgerische Freiheitsentziehung</i> (art. 8 LPLFA / FFEG)	272	298
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>	51	27
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>	214	264
• du préfet / <i>des Oberamtmanns</i>	2	6
• du tuteur / <i>des Vormundes</i>	5	1

- Privation de liberté à des fins d'assistance / <i>Fürsorgerische Freiheitsentziehung</i> (art. 7 LPLFA / FFEg)	135	107
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>	89	82
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>	46	25
- Préavis en cas de procès en vue d'interdiction ou de mise sous conseil légal et en cas de mainlevée de ces mesures / <i>Stellungnahmen in Prozessen betreffend</i> <i>Entmündigung oder Einsetzung einer Beiratschaft und</i> <i>betreffend die Aufhebung dieser Massnahmen</i> (art. 111 et / <i>und</i> 139 LACC / EGZGB)	68	107
- Tutelles provisoires / <i>Vorläufige Entmündigungen</i> (art. 112 LACC / EGZGB)	32	30
	2003	2004
- Levée de curatelle / <i>Aufhebung der Beistandschaft</i> (art. 439 CC / ZGB; art. 142 LACC / EGZGB)	340	318
- Consentement de la justice de paix / <i>Zustimmung des Friedensgerichts</i> (art. 421 CC / ZGB)	171	210
- Décisions préalables de la justice de paix / <i>Vorausgehender Beschluss des Friedensgerichts</i> (art. 422 CC / ZGB)	69	73
- Approbation des rapports et comptes de tutelle périodiques ou définitifs / <i>Anzahl der periodischen Prüfungen der Berichte und</i> <i>Rechnungen des Vormundes bzw. der Schlussberichte</i> <i>und Schlussrechnungen</i> (art. 423, 451-453 CC / ZGB)	3862	4028
- Préavis concernant l'adoption / <i>Stellungnahmen betreffend Adoption</i> (art. 265 CC / ZGB; art. 70 LACC / EGZGB)	55	27
- Enregistrement de consentements à l'adoption / <i>Entgegennahme der Zustimmungen zur Adoption</i> (art. 265a CC / ZGB)	14	18
- Décisions sur abstraction du consentement en matière d'adoption / <i>Entscheid betreffend Absehen von der Zustimmungen</i> <i>zur Adoption</i> (art. 265d CC / ZGB; art. 70bis LACC / EGZGB)	1	1
- Mesures nécessaires concernant les relations personnelles parents-enfants / <i>Anordnungen betreffend den persönlichen Verkehr</i> <i>Eltern-Kind</i> (art. 275 CC / ZGB)	98	114
- Approbations de conventions relatives aux contributions d'entretien / <i>Genehmigung von Unterhaltsverträgen</i> (art. 287 CC / ZGB)	175	239

	2003	2004
- Nomination de tuteurs / <i>Ernennung eines Vormundes</i> (art. 298 al. 2 CC / ZGB)	55	78
- Modification de dispositions d'un jugement matrimonial concernant / <i>Abänderung eines Urteils in Ehesachen betreffend</i>		
• les relations personnelles (droit de visite) / <i>den persönlichen Verkehr (Besuchsrecht)</i> (art. 134 al. 4 CC / ZGB)	51	46
• les mesures de protection de l'enfant / <i>die Kinderschutzmassnahmen</i> (art. 315b al. 2 CC / ZGB)	36	25

F. Chambre pénale des mineurs *Jugendstrafkammer*

1. Dénonciations et plaintes / *Anzeigen und Strafanträge*

En 2004, la Chambre pénale des mineurs a inscrit 1948 affaires au rôle (2084 en 2003) concernant 1244 enfants ou adolescents (1420 en 2003).

2004 wurden bei der Jugendstrafkammer 1948 Angelegenheiten anhängig gemacht (2003: 2084), welche 1244 Kinder und Jugendliche betrafen (2003: 1420).

Répartition par âge et par sexe / <i>Aufteilung nach Alter und Geschlecht</i>	2003	2004
Enfants (7 - 15 ans révolus) / <i>Kinder (7 - 15 Jahre)</i>	469	400
Adolescents (16 - 18 ans révolus) / <i>Jugendliche (16 - 18 Jahre)</i>	1615	1548
Filles/ <i>Mädchen</i>	303	314
Garçons / <i>Knaben</i>	1781	1634
Répartition linguistique / <i>Aufteilung nach Sprache</i>		
Mineurs de langue allemande / <i>Minderjährige deutscher Sprache</i> , soit le 22,4 % (17,7 % en 2003) / <i>d.h 22,4 % (2003 : 17,7 %)</i>	369	436
Mineurs de langue française / <i>Minderjährige franz. Sprache</i> , soit le 77,6 % (82,3 % en 2003) / <i>d.h.77,6 % (2003 : 82,3 %)</i>	1715	1512
Répartition selon le domicile / <i>Aufteilung nach Wohnsitz</i>		
Fribourg-Ville / <i>Stadt Freiburg</i>	367	376
Sarine-Campagne / <i>Saane-Land</i>	357	334
Singine / <i>Sense</i>	162	128
Gruyère / <i>Greyerz</i>	258	278
Lac / <i>See</i>	199	262
Broye / <i>Broye</i>	197	175
Glâne / <i>Glane</i>	173	104
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	171	91
Autres cantons / <i>Andere Kantone</i>	183	184
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / <i>Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz</i>	17	16
Total	2084	1948

2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen 500 443

3. Mesures provisoires / Provisorische Massnahmen

Mise en détention préventive / <i>Untersuchungshaft</i>	39	29
Observation / <i>Beobachtung</i>	10	11
Garde provisoire / <i>Vorsorgliche Unterbringung</i>	39	29

4. Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1^{er} janvier 2004 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 2564 (2482 en 2003), ont connu le sort suivant :

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2004 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 2564 (2003: 2482), nahmen folgenden Ausgang:

	2003	2004
Refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahme</i>	33	41
Classement / <i>Nichtweiterverfolgung</i>	83	46
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	96	84
Retrait de plainte / <i>Klagerückzug</i>	378	320
Dessaisissements / <i>Abtretungen</i>	168	153
Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	804	815
Renvois devant le Juge unique ou devant la Chambre / <i>Überweisung an den Einzelrichter oder an die Kammer</i>	304	406
Enquêtes en cours / <i>Hängige Untersuchungen</i>	616	699
Total	2482	2564

5. Activité de la Chambre / Tätigkeit der Kammer

La Chambre s'est réunie à 11 reprises en 2004 (8 en 2003) et 19 mineurs (21 en 2003) ont été jugés.

Die Kammer hat 2004 11 mal getagt (2003: 8) und dabei 19 Minderjährige abgeurteilt (2003: 21).

6. Infractions / Strafbare Handlungen

a) Code pénal / Strafgesetzbuch

	2003	2004
contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben		
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	--	--
Complicité de meurtre / <i>Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung</i>	--	1
Lésions corporelles simples / <i>Einfache Körperverletzung</i>	9	9
Lésions corporelles graves / <i>Schwere Körperverletzung</i>	--	--
Lésions corporelles par négligence / <i>Fahrlässige Körperverletzung</i>	--	2
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	7	7
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	--	--
Rixe / <i>Raufhandel</i>	11	2
Agression / <i>Angriff</i>	--	2
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen Gesundheits- gefährdender Stoffe</i>	5	1
contre le patrimoine / gegen das Vermögen		
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	6	2
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	--	7
Vol (simple: 64; en bande: 1; par métier: 1; au préjudice des proches: 1) / <i>Diebstahl (einfacher: 64; bandenmässiger: 1;</i>	96	67

<i>gewerbsmässiger: 1; zum Nachteil eines Angehörigen: 1)</i>		
Tentative de vol (simple: 7; en bande: 1, par métier: 1) / <i>Diebstahlversuch (einfacher: 7; bandenmässiger: 1</i>	21	9
<i>gewerbsmässiger: 1)</i>		
Complicité de vol / <i>Gehilfenschaft zum Diebstahl</i>	8	4
Vol d'importance mineure / <i>Geringfügiger Diebstahl</i>	34	21
Brigandage (avec arme:--; en bande : --) / <i>Raub (bewaffneter: --; bandenmässiger:--)</i>	11	1
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	60	50
Escroquerie / <i>Betrug</i>	1	2
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	6	--
Filouterie d'auberge / <i>Zechprellerei</i>	1	1
Obtention frauduleuse d'une prestation / <i>Erschleichen einer Leistung</i>	1	--
Extorsion (dont -- tentative) / <i>Erpressung (davon -- Versuche)</i>	15	1
Recel / <i>Hehlerei</i>	14	23

contre l'honneur et le domaine secret ou privé / <i>gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich</i>	2003	2004
Diffamation / <i>Üble Nachrede</i>	1	2
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	--	--
Injure / <i>Beschimpfung</i>	21	9
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication <i>Missbrauch einer Fernmeldeanlage</i>	2	1

contre la liberté / <i>gegen die Freiheit</i>		
Menaces / <i>Drohung</i>	17	13
Contrainte / <i>Nötigung</i>	2	2
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	1	--
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	52	29

contre l'intégrité sexuelle / <i>gegen die sexuelle Integrität</i>		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>Sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	14	6
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	4	1
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	11	--
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	--	1
Pornographie / <i>Pornographie</i>	--	--
Désagrèments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	1	3
Inceste / <i>Inzest</i>	--	1

créant un danger collectif / <i>Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen</i>		
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	5	5
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	5	8
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	--	--
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / <i>Gefährdung ohne verbrecherische Absicht. Fahrlässige Gefährdung</i>	--	1

Fausse monnaie. falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / <i>Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht</i>	2003	2004
Fabrication et mise en circulation de fausse monnaie / <i>Geldfälschung und In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	2	1

Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>		
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	--	4
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	4	4
contre les communications et la paix publiques / <i>gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden</i>		
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	--	--
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	6	4
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	--	--
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	--	6
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	1	--
contre l'autorité publique / <i>gegen die öffentliche Gewalt</i>		
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewaltt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	6	9
Opposition aux actes de l'autorité / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	11	4
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	9	12
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	--	1
contre l'administration de la justice / <i>gegen die Rechtspflege</i>		
Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	--	1
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	5	1
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	1	--
b) Autres lois fédérales / <i>Andere Bundesgesetze</i>	2003	2004
• sur les stupéfiants / <i>Betäubungsmittel</i>	315	278
Crimes et délits: 23; Contraventions: 255/ <i>Verbrechen und Vergehen: 23; Übertretungen: 255</i>		
• sur la circulation routière / <i>Strassenverkehr</i>		
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	53	46
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	95	102
Conduite en état d'ivresse / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>	16	16
Infractions suivies d'accident / <i>von einem Unfall gefolgte strafbare Handlungen</i>	73	56
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	242	189
• sur le séjour et l'établissement des étrangers / <i>Aufenthalt und Niederlassung von Ausländern</i>	11	5
• sur les armes / <i>Waffen</i>	16	6
• sur les transports publics / <i>Transportgesetz</i>	91	193
• sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	29	16
• sur la navigation intérieure / <i>Binnenschifffahrt</i>	8	4
• sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	--	--
• sur la protection de l'environnement / <i>Umweltschutzgesetz</i>	--	--
• sur la protection des eaux / <i>Gewässerschutzgesetz</i>	--	1
• sur les épizooties / <i>Tierseuchengesetz</i>	--	1

c) Lois cantonales / kantonale Gesetze

	2003	2004
• sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	26	17
• sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	--	2
• d'application du CP / <i>EGStGB</i>	54	32
• d'application du CC / <i>EGZGB</i>	10	10
• sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	12	--
• autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	6	--

**7. Décisions rendues par le Juge unique et par la Chambre /
*Durch den Einzelrichter und die Kammer gefällte Entscheide***

I. Jugements / Urteile

	2003	2004
Mesures éducatives / <i>Erziehungsmassnahmen</i>		
Assistance éducative / <i>Erziehungshilfe</i>	14	11
Maintien de l'assistance éducative / <i>Beibehaltung der Erziehungshilfe</i>	4	2
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	--	--
Renvoi dans une maison d'éducation / <i>Einweisung in ein Erziehungsheim</i>	4	7
Maintien dans une maison d'éducation <i>Beibehaltung in ein Erziehungsheim</i>	4	4
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	--	--
Traitement spécial / <i>Besondere Behandlung</i>	4	1
Patronage / <i>Schutzaufsicht</i>	14	17

Peines / Strafen

Réprimande / <i>Verweis</i>	23	17
Astreinte à un travail / <i>Verpflichtung zu einer Arbeitsleistung</i>	74	54
Amende avec sursis / <i>Busse mit bedingtem Vollzug</i>	1	6
Amende sans sursis / <i>Busse mit unbedingtem Vollzug</i>	32	16
Détention avec sursis / <i>Einschliessung mit bedingtem Vollzug</i>	29	28
Détention sans sursis / <i>Einschliessung mit unbedingtem Vollzug</i>	31	22
Cours d'éducation routière / <i>Verkehrserziehungskurs</i>	1	--

**Renonciation à toute peine ou mesure /
*Absehen von jeder Massnahme oder Strafe***

8 14

Ajournement des sanctions /

Aufschub der Anordnung einer Strafe oder Massnahme 1 1

Acquittement / *Freispruch*

24 25

Décisions administratives et d'exécution /

	2003	2004
<i>Administrativ- und Ausführungsentscheide</i>		
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	44	35
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	--	--
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	12	1
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	4	6
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	1	--
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	--	--
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte</i>		

Freilassung gewährt	3	4
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen	--	--
Fin de mesure / Beendigung der Massnahme	21	26
Fin de patronage / Beendigung der Schutzaufsicht	4	7
Conversion d'amende en détention / Umwandlung der Busse in Haft	--	12

II. Ordonnances pénales / Strafbefehle

• infligeant une réprimande / Verhängung eines Verweises	273	261
• infligeant une amende / Verhängung einer Busse	283	324
• astreignant à un travail / Verhängung einer Arbeitsleistung	108	86
• astreignant à un cours d'éducation routière / Verhängung eines Verkehrserziehungskurses	34	16
• Renonciation à toute peine / Absehen von jeder Strafe	39	49

III. Cours d'éducation routière / Verkehrserziehungskurse

Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht	34	44
---	----	----

G. Préfectures / Oberämter

Activité judiciaire des préfets Richterliche Tätigkeit der Oberamtmänner

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen								
1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche	462	56	132	42	58	74	32	856
ayant abouti / erfolgreich	290	38	79	17	32	40	21	517
ayant échoué, transmises au juge compétent / gescheitert, dem zuständigen Richter übermittelt	164	15	37	22	12	22	8	280
en suspens / hängig	8	3	16	3	14	12	3	59
2. Transmises d'office au juge compétent / von Amtes wegen dem zuständigen Richter übermittelt	233	62	105	39	22	36	39	536
3. Ordonnances pénales / Strafbefehle	8638	962	1352	873	371	989	268	13453
définitive / endgültige	8458	938	1304	840	366	974	255	13135
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / Einsprache erhoben, Akten dem Richter übermittelt	180	24	48	33	5	15	13	318
TOTAL	9333	1080	1589	954	451	1099	339	14845

Notices explicatives concernant le tableau

1. Première rubrique : tentatives de conciliation

S'agissant des infractions qui, selon le code pénal suisse, ne se poursuivent que sur plainte, le préfet est, en procédure fribourgeoise (art. 149 al. 1 CPP), le magistrat conciliateur. Si la conciliation aboutit, le préfet statue sur les frais (art. 149 al. 3 CPP). Si la tentative de conciliation échoue, le préfet transmet la plainte au juge compétent.

2. Deuxième rubrique: dénonciations transmises d'office au juge compétent

Il arrive souvent que des dénonciateurs nantissent le préfet de leurs doléances, alors que celui-ci n'est pas compétent pour les traiter. Dans de tels cas, le préfet transmettra aussitôt la dénonciation au juge compétent.

3. Troisième rubrique: ordonnances pénales

Dans les affaires de leur compétence, en matière de circulation routière notamment, les préfets peuvent, sur la base des pièces, rendre une ordonnance sommaire fixant la peine et statuant sur les frais. Non frappées d'opposition, ces ordonnances deviennent définitives passé le délai de trente jours (art. 192 CPP).

Si, au contraire, le condamné use de son droit d'opposition, le préfet doit renvoyer la cause en jugement ou renoncer à la poursuite pénale (art. 194 al. 2 CPP). Lorsque les éléments fournis à l'appui de l'opposition nécessitent des opérations d'instruction, le préfet transmet le dossier au juge d'instruction (art. 194 al. 3 CPP).

Ergänzende Erklärungen zu vorstehender Tabelle

1. Erste Spalte: Vermittlungsversuche

Handelt es sich um eine nur auf Antrag verfolgbare Straftat, so schreitet der Oberamtmann zunächst zu einem Vermittlungsversuch (Art. 149 Abs. 1 StPO). Wird der Strafantrag zurückgezogen, so entscheidet der Oberamtmann über die Kostenfrage (Art. 149 Abs. 3 StPO). Wird der Strafantrag nicht zurückgezogen, so überweist der Oberamtmann die Strafsache dem zuständigen Richter.

2. Zweite Spalte: Überweisung von Amtes wegen

Oft wird dem Oberamtmann die Begehung einer von Amtes wegen verfolgbaren Straftat bekannt oder gemeldet, für deren Beurteilung er nicht zuständig ist. Solche Fälle hat der Oberamtmann unverzüglich dem zuständigen Richter zu überweisen.

3. Dritte Spalte: Strafbefehle

Der Oberamtmann kann in Angelegenheiten, die in seine Zuständigkeit fallen, hauptsächlich bei leichteren Verstössen gegen das Strassenverkehrs-gesetz, Strafbefehle erlassen, in welchen er die Strafe festsetzt und über die Kosten entscheidet. Verlangt der auf diese Art Verurteilte nicht innerhalb von dreissig Tagen das ordentliche Verfahren, erwächst der Strafbefehl in Rechtskraft (Art. 192 StPO).

Erhebt der Verurteilte Einsprache gegen den Strafbefehl, hat der Oberamtmann die Sache der urteilenden Behörde zu überweisen oder auf die Strafverfolgung zu verzichten (Art. 194 Abs. 2 StPO). Erfordern die in der Einsprache vorgebrachten Gründe Untersuchungshandlungen, so übermittelt der Oberamtmann die Akten dem Untersuchungsrichter (Art. 194 Abs. 3 StPO).

REGLEMENTS, CIRCULAIRES, DIRECTIVES ET RECOMMANDATIONS/

REGLEMENTE, RUNDSCHREIBEN, RICHTLINIEN UND EMPFEHLUNGEN

Epuration des registres des pactes de réserve de propriété de tous les arrondissements de poursuites du canton

page 123 s

Bereinigung der Eigentumsvorbehaltsregister aller Schuldbetreibungskreise des Kantons

Seite 125 f.

Epuration des registres des pactes de réserve de propriété de tous les arrondissements de poursuites du canton

La Chambre des poursuites et des faillites,

Vu l'ordonnance du Tribunal fédéral du 29 mars 1939, modifiée par l'arrêté du Tribunal fédéral du 26 juillet 1971, concernant l'épuration des registres des pactes de réserve de propriété (RS 211.413.11);

Attendu que les registres des pactes de réserve de propriété des différents arrondissements du canton n'ont pas été épurés depuis 2000;

Qu'il y a lieu actuellement d'en éliminer les inscriptions devenues sans objet;

ordonne:

Art. 1

Il sera procédé à l'épuration des registres des pactes de réserve de propriété de tous les arrondissements de poursuite du canton.

Art. 2

Tous les pactes de réserve de propriété inscrits avant le 1er janvier 2000 seront radiés, à moins d'opposition.

Les oppositions doivent être annoncées par écrit, au plus tard le 31 mars 2005, à l'Office des poursuites auprès duquel le pacte de réserve de propriété est inscrit; l'opposant payera en même temps les frais de la communication de l'opposition à l'acquéreur (13 francs); il indiquera la date de l'inscription, le nom de l'acquéreur, la chose grevée de la réserve de propriété et le montant originaire de la créance garantie.

Art. 3

En cas d'opposition, l'office en donne immédiatement connaissance à l'acquéreur.

Art. 4

A l'expiration du délai d'opposition, les offices procèdent à la radiation des pactes de réserve de propriété inscrits avant le 1er janvier 2000 et au sujet desquels il n'a pas été formé d'opposition.

La radiation sera opérée conformément aux prescriptions de l'article 13 de l'ordonnance du Tribunal fédéral du 19 décembre 1910 concernant l'inscription des pactes de réserve de propriété (RS 211.413.1).

Sous la rubrique "motif de la radiation", l'office inscrira : "procédure d'épuration". Il indiquera comme date de la radiation le dernier jour du délai d'opposition.

Art. 5

Cette ordonnance est communiquée à tous les offices de poursuite du canton. Elle sera publiée in extenso dans les deux derniers numéros du mois de décembre 2004 de la Feuille officielle du canton de Fribourg et, en extrait, dans les deux derniers numéros du mois de février 2005 de la Feuille officielle suisse du commerce. Les frais de la publication sont supportés par le canton.

Fribourg, le 19 novembre 2004

Le Greffier-chef :
Henri Angéloz

Le Président :
Adrian Urwyler

Bereinigung der Eigentumsvorbehaltsregister aller Schuldbetreibungskreise des Kantons

Die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer,

gestützt auf die Verordnung des Bundesgerichts vom 29. März 1939 betreffend die Bereinigung der Eigentumsvorbehaltsregister (SR 211.413.11), abgeändert mit Beschluss des Bundesgerichts vom 26. Juli 1971;

in Erwägung, dass die Eigentumsvorbehaltsregister der kantonalen Bezirke letztmals im Jahr 2000 bereinigt worden sind;

dass die inzwischen gegenstandslos gewordenen Eintragungen daraus zu entfernen sind;

verordnet:

Art. 1

Die Eigentumsvorbehaltsregister aller Schuldbetreibungskreise des Kantons werden bereinigt.

Art. 2

Sämtliche vor dem 1. Januar 2000 eingetragenen Eigentumsvorbehalte werden gelöscht, sofern gegen die Löschung nicht Einsprache erhoben wird.

Einsprachen sind spätestens bis zum 31. März 2005 unter Entrichtung der Kosten für die Mitteilung an den Erwerber (Fr. 13.--) beim Betreibungsamt, wo der Eigentumsvorbehalt eingetragen ist, schriftlich einzureichen; dabei sind das Datum des Eintrags, der Erwerber, die Sache und der ursprünglich garantierte Forderungsbetrag anzugeben.

Art. 3

Wird Einsprache erhoben, so macht das Betreibungsamt dem Erwerber hievon sofort Mitteilung.

Art. 4

Nach Ablauf der Einsprachefrist löschen die Betreibungsämter alle Eigentumsvorbehalte, die vor dem 1. Januar 2000 eingetragen worden sind und bezüglich derer keine Einsprache eingereicht worden ist.

Die Löschung erfolgt nach Massgabe von Artikel 13 der Verordnung des Bundesgerichts vom 19. Dezember 1910 betreffend die Eintragung der Eigentumsvorbehalte (SR 211.413.1).

In der Rubrik "Grund der Löschung" des Registers ist anzugeben: "Bereinigungsverfahren". Als Datum der Löschung gilt der Tag, an dem die Einsprachefrist abläuft.

Art. 5

Diese Verordnung wird allen Betreibungsämtern des Kantons mitgeteilt. Sie wird in den beiden letzten Ausgaben des Amtsblattes des Kantons Freiburg des Monats Dezember 2004 im Wortlaut und in den beiden letzten Ausgaben des Schweizerischen Handelsamtsblattes des Monats Februar 2005 auszugsweise veröffentlicht. Die Kosten der Publikation trägt der Kanton.

Freiburg, 19. November 2004

Der Gerichtsschreiber:
Henri Angéloz

Der Präsident:
Adrian Urwyler